

3.

L'OFFRE EN TOURISME « RESPONSABLE »

Le tourisme conventionnel de type intensif est dangereux, aléatoire, volatile, prédateur.

Une fois ce constat établi, que reste-t-il ? Quelles sont les parades ? Les alternatives ?

C'est l'objet de ce chapitre, qui tentera de décrire l'offre actuelle d'un tourisme *différent*, qui a pris conscience d'horizons moins immédiats, de comportements moins opportunistes et d'une nécessité, si ce n'est morale, mais au moins raisonnée, de faire *autrement*.

Le sujet est l'offre touristique *alternative*, non l'offre *industrielle aménagée*. On entendra par là que les efforts - louables - des chaînes hôtelières, des compagnies aériennes, des Tours Opérateurs... pour réparer et prévenir des dégâts environnementaux, améliorer l'environnement des entreprises, établir des relations équitables entre les intermédiaires et les prestataires de services, favoriser le dialogue social et les consultations sur les aspects économiques et sociaux du tourisme, les qualifications et les conditions de travail, doivent faire l'objet d'études spécifiques. Car il est vital, pour les acteurs et prosélytes du tourisme responsable, de veiller à ce que la progression de la qualité - sociale, humaine, entrepreneuriale, territoriale, partenariale - du tourisme industriel progresse en même temps que leurs propres gains dans ces domaines.

Pour notre propos, ces efforts seront considérés comme le *minimum à attendre d'une industrie ayant autant d'influence sur la qualité de la vie d'autant de personnes du Sud - et du Nord*. Autrement dit, les grands groupes et les multinationales de production et distribution de services touristiques ainsi que leurs prestataires devraient tous s'engager dans ce qui est la voie de la raison, c'est à dire l'acceptabilité environnementale, sociale, sociétale, culturelle et économique d'une activité qui a fondamentalement comme fonds de commerce le couple nature-culture.

L'offre traitée ici est appelée *tourisme responsable*, indiquant par là le franchissement d'une ligne de démarcation entre la filière touristique et ses effets externes en terme de développement. Elle recouvre plusieurs tendances dont les limites sont mouvantes et évolutives : le tourisme intégré et diffus, essentiellement en milieu rural, l'écotourisme, le tourisme solidaire, le tourisme équitable, le tourisme communautaire et pour les pauvres (*pro-poor*), le tourisme durable.

Bien qu'issu d'efforts considérables et d'une mobilisation d'énergie, de savoir-faire, de financements, de temps et d'une certaine *empathie*, le tourisme responsable veut, par simple *logique déontologique*, qu'on lui applique ce qu'il préconise. C'est donc sans parti pris mais sans volonté promotionnelle masquant des réalités peu glorieuses que le présent état des lieux est réalisé. Avec toutes les difficultés issues de notions à tiroirs, d'effets d'échelle - ce qui est responsable au plan général peut-être irresponsable au plan individuel -, de logiques de processus, d'informations soit rares, soit imbriqués, soit militantes. Mais ce n'est certainement pas rendre service à ce domaine naissant que de le traiter comme une mode. Trop vite, trop fort, trop superficiel, trop publicitaire.

I. Qu'est-ce qu'un tourisme « responsable » ?

Responsable ? « *qui pèse les conséquences de ses actes* », « *réfléchi* », « *qui doit répondre de ses actes* »...

Dictionnaire Larousse.

- **Responsable : un vaste chapeau pour des activités variées.**

La notion de responsabilité induit inévitablement une dimension de connaissance *Quel est mon acte ?*, *Est-il bien mesurable ? Quelles sont ses conséquences ?* et une dimension de jugement sur la nature de l'acte et du choix entre des solutions souvent imprédictibles sur la totalité de leurs effets : *le choix est-il bon ? Est-il meilleur ? Est-il éthique ? Quelle est la bonne solution ?*

La prise de conscience effective de la responsabilité, que cet impératif exige [« Tu dois, car tu peux ! »] est possible grâce à une sorte de vertu préventive dont sont capables tous les êtres humains : l'anticipation du danger. Jonas l'appelle « l'heuristique de la crainte » [Hans Jonas, *Das Prinzip Verantwortung*, Francfort, 1979] Seule la crainte de la perte nous donne un conseil éthiquement défendable, surtout quand l'issue d'une entreprise est incertaine, quand les dommages et les bienfaits potentiels ne peuvent pas être clairement séparés. En pareil cas, estime Jonas, c'est le pronostic le plus mauvais qui doit guider nos actes. En ce sens, suivre le conseil de la crainte exige du courage et de la détermination. [...] l'éthique de la responsabilité telle que la présente Jonas est une éthique de la durabilité.

Source : Olga Rubitschon, 1999.

Utopies, sarl créée pour promouvoir une vision plus engagée de l'entreprise par différentes actions d'information et de conseil, consacre à cette notion un numéro spécial de sa Lettre (été 2000) avec le sommaire suivant :

Utopies. La lettre. Spécial Tourisme responsable.

Sommaire de la lettre Eté 2000

Edito : la première industrie mondiale découvre la valeur de son fonds de commerce : la planète.

- **Codes de conduite.** Le tourisme se cherche une nouvelle voie...

Chartes d'engagements et initiatives interprofessionnelles en tout genre : l'industrie touristique se mobilise pour minimiser ses impacts négatifs et éduquer ses clients.

- **Hôtellerie.** Les pratiques plus responsables deviennent un avantage concurrentiel décisif.

Conscients à juste titre de l'enjeu stratégique pour attirer les clients et préserver les sites d'accueil, de plus en plus de groupes hôteliers se tournent vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement.

- **Hôtellerie.** Chez Grand Wailea, l'écologie n'est pas un luxe.

Comment l'un des dix plus beaux complexes hôteliers mondiaux, situé sur l'île d'Hawaï est devenu un pionnier de l'hôtellerie écologique.

- **Hôtellerie.** Architecture naturelle pour vacances givrées.

En Suède, non loin du cercle polaire, un hôtel est construit chaque année, avec des matériaux de construction naturels et locaux pour le moins inattendus: neige et glace.

- **Voyager Autrement.** Vacances bleues fait découvrir aux seniors l'envers du décor.

Avec « Voyager Autrement », ce voyageur original (c'est une association qui cible les seniors) propose aux vacanciers de rencontrer les acteurs du développement local au Vietnam, au Laos,...

- **Voyager autrement.** Earth Sanctuary veut utiliser le capitalisme pour sauver la nature.

.../...

.../...

Cette entreprise australienne de parcs naturels, unique en son genre, vient d'entrer en bourse, pour développer plus encore son approche iconoclaste.

• **Voyager autrement.** Earthwatch : une aide en nature à la nature.

Observer la sociologie des macaques dans la jungle srilankaise, recenser les requins aux Bahamas, suivre des rhinocéros noirs dans la savane du Zimbabwe : sur les cinq continents Earthwatch propose à ses clients de prendre part bénévolement à des expéditions scientifiques d'observation de la nature.

• **Sport & Loisirs.** Surf rider Foundation rame contre le courant de la pollution.

Sport écologique par excellence, associé à la plage et à l'harmonie avec les éléments, le surf est menacé par la pollution des océans: les surfeurs réagissent.

• **Sport & Loisirs.** Sydney 2000 : les premiers Jeux Olympiques verts.

Du 15 septembre au 1er octobre se dérouleront les premiers Jeux Olympiques entièrement organisés selon les principes du développement durable.

• **Tourisme d'affaires.** Séminaire « vert » pour entreprise responsable.

Décidément engagées sur tous les fronts, certaines entreprises traquent la performance jusque dans les voyages d'affaires de leurs cadres...

Source : Utopies. La lettre. Spécial Tourisme responsable. Eté 2000.

Codes de conduite, chartes d'engagements et initiatives interprofessionnelles en tous genres, pratiques plus respectueuses de l'environnement, hôtellerie écologique, matériaux de construction naturels et locaux inattendus, rencontre entre seniors et acteurs du développement local au Vietnam, au Laos, cotation en bourse pour sauver la nature, participation bénévole à des expéditions scientifiques d'observation de la nature, implication des surfeurs contre la pollution des océans, Jeux Olympiques entièrement organisés selon les principes du développement durable, séminaire « vert » pour entreprise responsable : on voit à travers la Lettre d'Utopies que le tourisme responsable fait feu de tout bois et veille, surtout, à la pérennité du support environnemental de ses activités.

Sans donner une définition forcément trop restrictive du tourisme responsable, on peut en cerner le contour, par exemple à partir des dix principes du *nouveau tourisme* édictés par le réseau DANTE, plate-forme d'échanges de savoirs et d'expériences regroupant dix-sept initiatives et organisations non gouvernementales d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse.

Dix principes pour le tourisme responsable

Réseau Dante

• **Pauvreté/Développement.** Le tourisme doit contribuer à vaincre la pauvreté. La justice sociale et environnementale et la participation des populations locales doivent servir de base à cet objectif.

• **Climat. Transport/Energie.** Echappez aux embarras de la circulation, oubliez le choix d'une mobilité durable !

• **Terre. Sol/Sécurité alimentaire.** Nos vacances... c'est chez eux !

• **Biodiversité.** Le Tourisme se nourrit de la diversité naturelle et culturelle de la planète. Il doit contribuer à sa survie.

• **Eau.** L'eau fraîche est plus précieuse sur nos lieux de vacances que chez nous.

• **Dignité humaine.** Egalité des sexes. Les femmes et les enfants doivent être protégés et mis en position d'acteurs pour que l'égalité des droits leur soit assurée.

• **Participation de la Société Civile.** Tous les membres de la société, en particulier les peuples désavantagés et les minorités, doivent se voir reconnaître un droit de décision sur le développement touristique et en bénéficier.

• **Consommation et modes de vie.** Le comportement des consommateurs, pendant leurs voyages et leurs loisirs, doit être juste envers les populations locales et leur environnement.

• **Politique économique et politique commerciale.** Commerce équitable, dans le tourisme aussi !

• **Des politiques cohérentes.** La volonté politique de respecter les Droits humains et de tendre vers un équilibre cohérent entre l'environnement, l'économie et la société, est indispensable pour assurer aux générations futures la possibilité de vivre dans la dignité, de profiter de ses loisirs et de voyager. »

Source : DANTE-AG Rio+10, 2002

- **Des opérateurs qui affichent des « créneaux ».**

Hélène Fèvre, dans un rapport d'action-recherche publié mi-2002, a examiné, sur brochures commerciales et grand public et par questionnaire, l'offre en tourisme responsable.

Sa conclusion : « [...] *le travail effectué par les associations montre bien les potentialités de ces secteurs. Si elle garde ses principes et idéologies d'origine, et reste à l'abri de dérives commerciales, cette activité peut être un outil de développement non négligeable.* »

« *Outil de développement* » ?

L'expression est lâchée et situe le premier point commun de tous les acteurs du tourisme responsable : **contribuer au développement des populations d'accueil.**

En réalité, ce cœur de métier, *si le tourisme responsable en était un*, se situe bien là. Le reste n'est qu'une question de stratégie, de modes opératoires, d'efficacité, d'affichage, de moyens humains et financiers affectés aux *actions de développement* que l'on souhaite soutenir.

Pour la commodité du propos, nous retiendrons, en paraphrasant la classique définition du développement durable, que le tourisme responsable pourrait être un mode de tourisme qui ménage les intérêts actuels des populations d'accueil, des patrimoines naturels, socio-culturels et économiques, des producteurs et des consommateurs, sans compromettre une capacité à ménager les intérêts futurs de ces mêmes composantes.

Dans ce cadre, nous placerons la déclinaison actuelle des formes de tourisme **alternatif, réformé** ou **avancé** - autres adjectifs utilisés dans le texte -, à savoir, principalement :

- le **tourisme intégré et diffus**,
- l'**écotourisme**,
- le **tourisme solidaire**,
- le **tourisme équitable**,
- le **tourisme communautaire** et « *pour les pauvres* »,
- le **tourisme durable**.

Les valeurs qui les réunissent s'expriment, en filigrane ou en pointillé, dans des formes touristiques *de niche* telles que les chantiers de jeunes, le tourisme alternatif, le tourisme culturel, le tourisme scientifique, le tourisme social, le tourisme fluvial, le tourisme équestre, les voyages d'adolescents dans des pays du Sud, les voyages d'immersion, les voyages de solidarité, les voyages « de retour ».

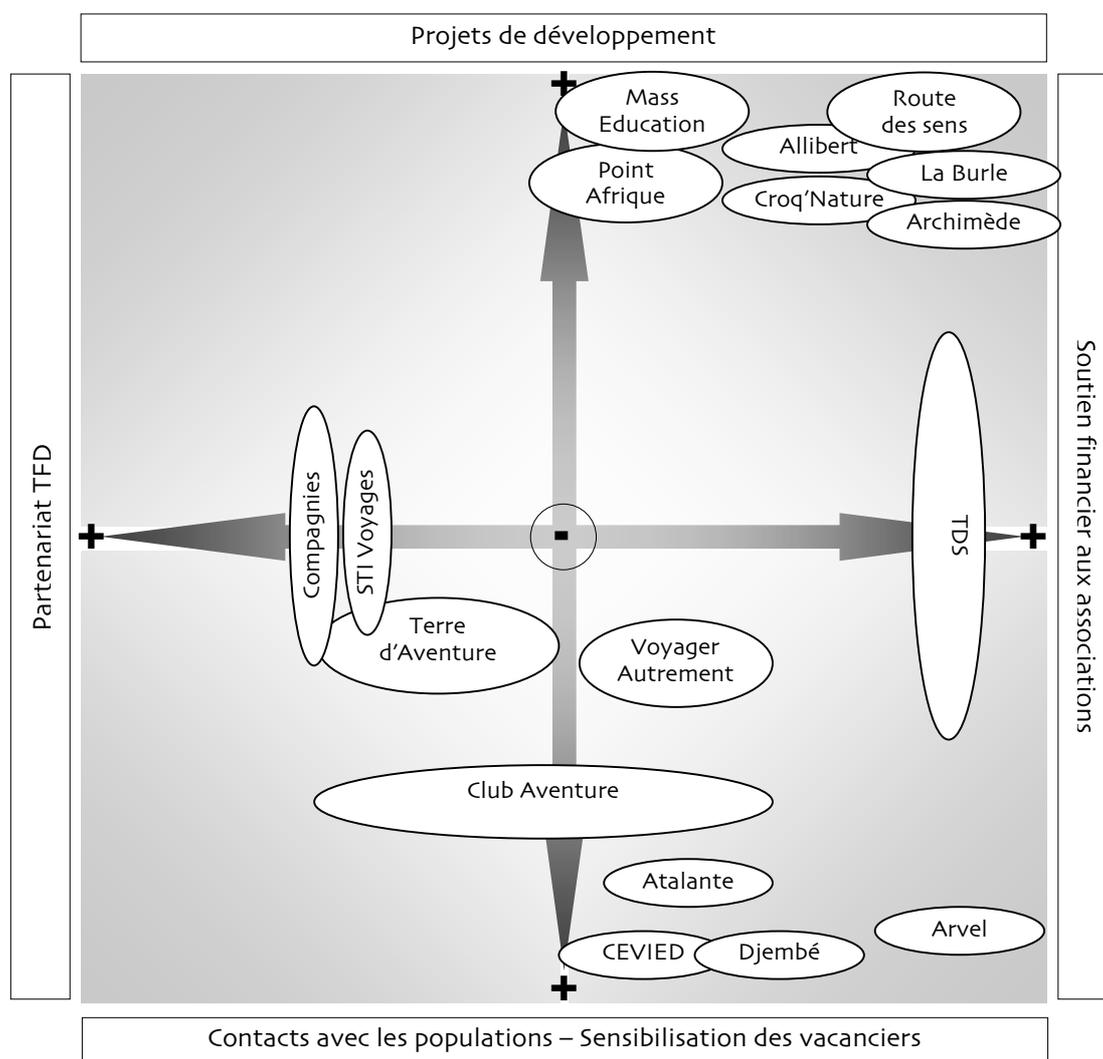
La question de l'**éthique**, dans cette logique, est considérée comme transversale. Elle se retrouve donc dans chaque forme de tourisme et se réfère à l'application de principes et de pratiques qui garantisse la traduction effective de la définition précédente dans les faits observables et dans l'*intangibles*.

On aura donc un paysage d'acteurs du tourisme qu'Hélène Fèvre, par exemple, cartographie autour de quatre pôles : « *Projets de développement* », « *Soutiens financiers aux associations* », « *Contacts avec les populations et sensibilisation des vacanciers* » et « *Partenariat avec TFD* » (Tourism For Development). Le résultat, portant sur dix-sept structures (trente tois ont été sollicitées pour fournir des informations), montre un affichage composite avec deux tendances :

- une tendance à mettre en avant les *contacts entre voyageurs et populations d'accueil*,
- et une tendance à se positionner sur le thème de l'aide au développement, c'est-à-dire *l'aide au financement de (micro)projets de développement*.

L'affichage grand public de dix-sept structures de tourisme responsable

« Hélène Fèvre », 2002



Source : Hélène Fèvre, 2002.

En remarques de fond, il faut mentionner deux caractéristiques récurrentes et très importantes pour situer le niveau des informations analytiques rapportées ici :

- d'une part, *sauf exception notable*, l'opacité et la rétention d'information : « Après avoir fait ces premières demandes, le peu de réponses reçues et le manque de coopération de certaine structure ne me permettait pas de continuer dans cette voie. » (H. Fèvre, 2002),
- et, d'autre part, le *manque de précision* et, sans doute, de *fiabilité* des informations. Ces deux caractéristiques sont un handicap à un bon niveau et une qualité de connaissance indispensables à une analyse-diagnostic pertinente faisant *jurisprudence*.



Le tourisme responsable s'inscrit d'emblée dans le vaste domaine des relations Nord-Sud et, plus marginalement, Sud-Sud voire Nord-Nord. Il est donc normal d'y retrouver deux grandes cultures, deux vocabulaires, deux grammaires, deux approches, deux visions du monde : la culture du *développement* et la culture du *tourisme*.

On voit par là que le tourisme responsable n'est que la partie émergée de l'iceberg du *dialogue interculturel*, de la *co-opération*, du *partenariat*, bref de la *transversalité*. Toutes choses que la logique de marché, l'exercice du pouvoir, les concurrences institutionnelles, les stratégies de communication et de marketing... contrarient vigoureusement.

Avec les précautions indispensables sur la pauvreté et fragilité des informations, le tourisme responsable apparaît comme une réelle avancée dans la prise de conscience qu'il est, de fait, un formidable outil de *mise en mouvement* de la société où il se déploie et des visiteurs qu'il déplace. On assimilera cette mise en mouvement au développement, terme convenu, quoique délaissé dans les cercles de l'APD (Aide Publique du Développement) au profit de la *lutte contre la pauvreté*.

Le souci de catégoriser vient ensuite, puisque la rationalité dominante consiste à mettre en boîte, ou plus exactement à *nomenclaturer*. L'exercice s'avère délicat et peut sembler artificiel tant le recouvrement des mots, le mélange des genres, la confusion de sens et les hybridations sémantiques foisonnent dans le domaine.

Reste que ce travail a sans doute un sens, puisque son résultat sert à désigner, et donc à caractériser et qualifier tel ou tel produit, telle ou telle offre. De la qualification à la question des labels et autres formes de reconnaissance, le pas est vite franchi. Il forme un autre des fils rouges de cette étude.

II. Le tourisme intégré et diffus.

« L'hébergement est simple mais confortable, et la randonnée elle-même est assez facile, avec 15 kilomètres de marche par jour. Il est indispensable de s'adjoindre les services d'un guide local chevronné. L'avantage avec un petit groupe est que l'arrivée des visiteurs se déroule dans la plus grande discrétion, à la différence des tours organisés qui prennent d'assaut les villages par autocars entiers. »

Source : Katherine Tanko, « Dans le Nord du Vietnam, l'hospitalité des montagnes », Far Eastern Economic Review, Hongkong, CI n°574, 31 octobre – 7 novembre 2001, pages 63-64

Estonie. Le "modèle KODUKANT"

Ce qui s'appelle depuis 1996 le « Mouvement Estonien pour les Villages et les Petites Villes (KODUKANT) » - KODUKANT signifie le « pays », le territoire d'où l'on vient en estonien - a été lancé en 1992 par des communautés locales au cours de la grande crise qu'a connue le milieu rural dans ce pays. Il a d'abord été aidé par le Mouvement des villages suédois « Hela Sverige Ska Leva » (Toute la Suède doit Vivre) et la Fondation suédoise d'aide au développement international. Le modèle de développement de ce qui s'est d'abord appelé le « programme » KODUKANT s'articule autour de trois axes: l'appui aux initiatives locales; le soutien aux entreprises associatives et aux PME rurales; la mise en réseau et la coopération à tous les niveaux (du local à l'Europe).

Ces thèmes font l'objet d'un débat tous les deux ans, à l'occasion d'un « Parlement rural » auquel participent de nombreuses associations, mais aussi des représentants des secteurs privé (entrepreneurs, agriculteurs, etc.) et public (autorités locales et régionales) en provenance des 15 comtés d'Estonie. Trois Parlements ruraux ont eu lieu depuis 1996, le prochain étant prévu en juin 2001.

KODUKANT est impliqué dans différents programmes et activités:

- en Estonie: Programme pour les Initiatives locales, sensibilisation des scolaires au développement local, promotion de la production agroalimentaire de qualité, formation et création d'un label en éco-tourisme, formation destinée aux élus et aux animateurs locaux, éducation environnementale en milieu scolaire;
- au niveau international : programmes PREPARE (Pre-accession Partnership for Rural Europe) et INSPIRE (Information sharing with European rural initiatives), participation à la création d'un réseau international "Forum Synergies", coopération avec des réseaux ruraux français (CIVAM), espagnols (CERAI) et britanniques (East Anglia Food Link et Somerset Food Link).

Source : M. Sarv, 2001.

Namibie.

[Traduction libre]

Sunvil Africa organise des séjours dans le lodge de Tsumkwe qui fournit beaucoup d'emplois et contribue largement au développement local. Tous les guides et interprètes sont originaires du lieu et encadrent les touristes pour des promenades d'exploration. Les femmes restent dans le village et cuisinent ou discutent avec les touristes. Sunvil travaille avec Tsumkwe pour limiter le nombre de visiteurs dans chaque village, de façon à ce que le tourisme puisse être intégré dans la vie villageoise et ne provoque pas de rupture inacceptable dans la communauté locale.

Source : Tearfund, « Tourism : putting ethics into practice, janvier 2001, 28 pages.

Guatemala.

Le projet de tourisme intégré Pranayama (Guatemala) est branché sur un programme de développement du village de Sajcabaja. L'action s'inscrit dans le cadre d'un développement durable axé sur la reforestation, dans un système agricole respectueux de l'environnement, et comporte également la réhabilitation de l'identité culturelle indigène. Le projet de tourisme durable prend forme à l'intérieur du projet de développement. Il prévoit l'accueil d'un nombre réduit de touristes pour une durée réduite dans un réceptif intégré à l'habitat traditionnel, alliant la convivialité à la participation au projet global, faisant des visiteurs des acteurs de ce développement.

Source : Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, Septembre 2001, « Le territoire, lieu des relations:vers une communauté de liens et de partage » - Cahier de propositions, 46 pages.

France.

Oxalis est le nom d'une aventure économique qui évolue depuis 1992 dans le massif des Bauges. A l'origine, cette « association » regroupe en son sein divers secteurs interdépendants (productions agricoles, formation, tourisme et loisirs) où les décisions sont prises de manière consensuelle afin de structurer et de revitaliser un espace rural et son économie.

De dimensions multiples, c'est un projet où la complexité règne : couplage de statuts juridiques, synergie par la combinaison d'activités très diversifiées, mutualisation de moyens. Aujourd'hui la coopérative permet de renforcer la création d'action et la pérennisation de l'emploi sur son territoire. Elle offre ses services, monte ou accompagne des projets d'entrepreneurs agricoles pour parvenir à la formation d'une économie locale forte.

L'objectif principal d'Oxalis est de renforcer les chances de succès de création d'activités et d'emplois sur un territoire par une action collective solidaire. La Scop Oxalis tient à fournir une réponse souple et évolutive adaptée aux informations diversifiées des entrepreneurs ruraux. Toutefois, il s'agit également de respecter l'autonomie des personnes et de leurs activités, de donner la possibilité d'échanger des compétences, du travail, des moyens techniques et juridiques. Enfin, le but est aussi de créer une dynamique qui génère des potentiels plus importants, pour chacun (formation, contacts, ouverture...) par le principe coopératif. Plus concrètement, la Scop Oxalis doit pouvoir accompagner les porteurs de projets (touristiques ou non), favoriser des liens entre les personnes, offrir un cadre juridique et la possibilité de partager des services de gestion, de comptabilité, de bureautique et de secrétariat.

Source : Oxalis-Scop (2001), « Oxalis, pour revitaliser l'économie rurale. Savoie », Initiatives de Développement Local, CNRTER, juillet 2001.

• Le démarrage : Sénégal, Casamance, années 60.

Historiquement, on peut dater le tourisme intégré des années 60-70 avec, notamment, l'expérience du Français Christian Saglio en Casamance (Sénégal). La définition de cette forme de tourisme semble héritée de cette aventure pionnière :

Ni tourisme haut de gamme ni tourisme des « 3 S » (sea, sex and sun), le « tourisme rural intégré » est une initiative locale de développement qui s'appuie sur la volonté des populations de faire partager aux touristes la vie au village, et de participer, ensemble, au développement du terroir. Lancé en 1974 en Casamance par Christian Saglio, un coopérant français, avec le soutien de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT, devenue depuis l'Agence intergouvernementale de la Francophonie), cette forme de tourisme permet aux populations de prendre en charge leur destin à partir d'activités lucratives saines. Cette forme de tourisme vise en général la clientèle associative sensible aux problèmes de développement communautaire au Sud.

Source : Madieng Seck, 2000.

L'expérience lancée en Casamance se solde par un bilan réputé positif, dont on verra par la suite qu'il n'est pas très différent des retombées habituelles des formes plus récentes du tourisme solidaire :

Les retombées sont visibles. Toutes sortes d'équipements collectifs ont été financés grâce aux revenus générés par le campement : le château d'eau, la clôture des cimetières, l'extension de l'école et la construction d'un dispensaire, aujourd'hui quasi terminée. Des dons de médicaments arrivent déjà. Une ambulance a même été offerte par un touriste suisse. **Tout cela répond aux besoins des populations.** Surtout ceux des femmes, jusque là évacuées en charrette lors d'un accouchement.

Aujourd'hui, le campement de Palmarin n'étant plus perçu comme un lieu de débauche, les filles du village sont autorisées à travailler ! Il est considéré comme un réel moteur de développement et un lieu d'échanges. Des échanges qui, de part et d'autres, ont fait évoluer les mentalités. A ce propos, Nicolas Bakhoum aime rappeler le séjour d'un groupe de japonaises, il y a deux ans. « Elles ont été accueillies dans les familles et ont mangé à la main, le couscous de mil sur une natte. Elles ont apprécié le jus de bissap (oseille de Guinée). A leur départ, on a organisé une soirée folklorique : elles étaient habillées à l'africaine. Plus tard, elles nous ont envoyé des photos. Et leurs commentaires étaient plutôt positifs. ».

Source : Madieng Seck, 2000.

En 2003, les campements de Casamance se présentent comme suit sur internet :

Les Campement Villageois Intégrés de Casamance
Extrait du site www.senegalaisement.com/senegal/campements_villageois.html

Au départ était un rêve ! Celui de permettre aux touristes de découvrir la Casamance profonde et authentique en impliquant les villages dans la gestion des hébergements. Ainsi sont nés les Campements Villageois, initiative unique au monde tant dans sa conception que dans sa gestion ! Christian Saglio, aujourd'hui directeur du Centre Culturel Français de Dakar aidé d'Adama Goudiaby aujourd'hui propriétaire de l'Auberge "Aw-Bay ?" de Ziguinchor (photo en bas de la page), se sont lancés dans cette folle aventure couronnée de succès. Le principe est simple : sous l'égide d'une fédération, les villages intéressés ont construit chacun leur réceptif dans le style local. Pour accueillir les visiteurs, les villageois de Seleki ont ainsi construit une immense et superbe case à impluvium et les habitants de Baïla une majestueuse maison diola traditionnelle. Grâce à la fédération, pas de surprise pour le client : les prix sont identiques dans l'ensemble de la quinzaine de campements que compte aujourd'hui la région. Ces tarifs, fixés au plus bas (photo à droite), permettent de voyager en dépensant peu mais bien : le prix de votre nuitée à 3000CFA servira à couvrir les frais et les bénéfices dégagés serviront à construire un dispensaire ou à réparer le toit de l'école ! Résider dans un campement villageois, c'est avoir la garantie du dépaysement et l'assurance de découvrir et partager la vie et les traditions d'une Casamance si secrète.

Une quinzaine de campements sont en activité. Même si certains, en raison de la sévère baisse du tourisme en Casamance ces dernières années, sont un peu moins bien entretenus, tous se feront un immense plaisir de vous accueillir. Alors, si vous avez vraiment envie de vivre quelques jours de rêve au rythme de vie rural en vous réveillant le matin au chant du coq pour sortir admirer le vol des pélicans au-dessus du fleuve majestueux ou les familles de singes sur les manguiers, profitez des quelques campements villageois répertoriés .

Source : www.senegalaisement.com

Santé, éducation, gestion de l'eau, emplois... les thèmes récurrents du tourisme responsable sont déjà présents dans l'expérience sénégalaise des campements villageois intégrés. Nonobstant certains aléas politiques et de sécurité, cette action est encore une référence.

• Le tourisme intégré et diffus, spécialité du monde rural.

Les zones rurales se caractérisent notamment par des entreprises, des communautés et des structures administratives de petite dimension et fortement dispersées. De plus, les relations entre le tourisme, l'agriculture et les autres secteurs de l'économie rurale locale sont fortes et de nombreux acteurs différents sont impliqués dans tout processus d'aménagement et de développement du milieu rural. Les ressources naturelles, les traditions culturelles, les services de transport et un large éventail d'entreprises touristiques, notamment l'hébergement et la restauration, ont une incidence sur l'expérience vécue par le touriste et, à leur tour, ressentent les effets du tourisme.

Les définitions du tourisme rural sont diverses, depuis le constat simple qu'il s'agit simplement d'un *tourisme dans des zones à faible densité démographique* (Eurostat, 1998) jusqu'au « *souci de permettre aux touristes un contact personnalisé, une insertion dans le milieu rural physique et humain ainsi que, dans la mesure du possible, une participation aux activités, aux coutumes et aux modes de vie des habitants* » (« Commercialiser un tourisme rural de qualité : l'expérience de Leader I », 1997).

Le tourisme rural concerne tout le territoire national hormis le littoral (tourisme bleu), les villes (tourisme urbain) et la montagne (tourisme blanc). Cette définition géographique pose cependant problème.

« - un vacancier interrogé sur le lieu de ses vacances dira qu'il est allé « à la mer » même s'il a séjourné dans l'arrière pays du littoral, car il raisonne en terme de destination et non d'espace. Ses réponses peuvent alors selon les cas figurer dans les rubriques « littoral » ou « campagne » des statistiques, - de la même façon, l'espace montagnard est, par définition, rural et le tourisme de montagne, s'il est blanc l'hiver, est vert l'été (sans parler de la moyenne montagne dans laquelle le tourisme peut-être vert également en hiver), - un certain nombre de séjours touristiques visent à la découverte simultanée de plusieurs espaces : le littoral et son arrière pays, un ou plusieurs centres urbains et le milieu rural environnant. » (CNRTER, 1999).

On parle selon le cas de *tourisme rural* (en milieu rural), de *tourisme vert* par opposition aux destinations mer, montagne et ville, de *tourisme à la campagne*, mais aussi :

- d'*agritourisme*, qui désigne les activités d'accueil, d'hébergement, de restauration et de loisirs dont le siège est une exploitation agricole (on parle aussi d'*agrotourisme*),
- de *tourisme de nature*, notion qui englobe toutes les activités dont la pratique exige un cadre naturel ou, autre acceptation du terme, situant cette activité dans un champ plus qualitatif où le touriste n'est plus un consommateur d'espace, mais un acteur respectueux de l'espace qui l'accueille (la notion d'écotourisme en est héritée),
- de *tourisme « doux »* : proche de la deuxième acceptation du tourisme de nature, qui qualifie un tourisme qui se démarque des formes artificielles et impersonnelles du tourisme de masse,
- et de *tourisme de pays* : issu de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (loi du 4 février 1995) instituant les « pays » comme des « territoires présentant une cohésion géographique, culturelle, économique, et sociale ».

En fin de compte, « le tourisme rural, qui se distingue du tourisme industriel ou de station, peut se définir comme un tourisme « local », un tourisme « de pays », voulu et maîtrisé par les gens d'un pays, un tourisme de rencontre, un tourisme de partage » (H. Grolleau, 1985).

• Où l'on voit que le tourisme rural est précurseur du tourisme responsable.

Pierre-Martin Gousset, co-fondateur de TDS (TOURISME ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE), dans un document préparatoire au Forum International du Tourisme Solidaire de PACA (Provence Alpes Côte d'Azur) en septembre 2003, établit un parallèle de situation entre les problèmes de développement touristique au Sud et l'histoire du tourisme rural en France :

« En effet, de nombreux parallèles peuvent être établis entre ce que vivent actuellement et vivront vraisemblablement les populations du Sud qui cherchent à maîtriser une production touristique et ce qu'ont vécu et vivent encore les agriculteurs et les ruraux en France dans ce domaine :

- une activité touristique qui s'est créée non pas de l'extérieur comme l'est le tourisme conventionnel, mais qui a été inventé progressivement par les acteurs eux-mêmes,
- une activité touristique qui ne s'appuie pas sur des hauts lieux touristiques mais privilégie l'échange et la rencontre autour du territoire et des hommes qui le vivent, à partir de la découverte de leur quotidien, leurs traditions, leurs savoir-faire, etc.
- une activité professionnelle qui a trouvé ses bases économiques dans la pluriactivité et sa rentabilité dans des effets indirects socioculturels (ouverture sur l'extérieur, préservation des patrimoines, etc.) et économiques (nouveaux débouchés pour les productions locales, maintien d'activités et de services, etc.) autant que directs (augmentation des revenus, impôts et taxes, etc.)
- un marché touristique qui a démarré en s'appuyant d'avantage sur les réseaux, les relations, le bouche à oreille que les relais commerciaux conventionnels,
- un développement diffus qui n'a pu émerger que grâce à la mise en réseau des acteurs sur les territoires d'accueil et des soutiens financiers et techniques (formation, expertise, conseil, animation)

• *mais aussi, un secteur qui a été longtemps négligé par les instances institutionnelles, professionnelles ou administratives, avant d'être reconnu comme une composante à part entière de l'activité touristique et essentielle dans le développement des zones rurales défavorisées.* » (FITS 2003, document T2D2).

Le tourisme rural est précurseur dans sa logique ascendante et l'adéquation entre un mode de vie, un espace multi-fonctionnel et une clientèle en recherche d'individualisation. Il est beaucoup par nature et un peu par choix, diffus, et, à des degrés variables, intégré. Il est aussi économiquement intéressant, comme le soulignent des études récentes :

« La supériorité de l'agri-tourisme sur l'hôtellerie trouve au total son explication dans la petite taille des unités d'agri-tourisme (gîtes, auberges à la ferme, camping). Ces unités exigent relativement peu d'investissements spécifiques et d'achats de fourniture. Gérées souvent à « temps perdu » par les ruraux, ces activités créent peu d'emplois salariés et sont susceptibles de dégager des bénéfices faibles en valeur absolue mais très élevés en proportion du chiffre d'affaires. » (F. Gerboux & C. Echevin, 1999).

Mais il est aussi précurseur des dérives qui, sans aucun doute, se profilent dans l'horizon proche du tourisme responsable. L'exemple de la Grèce illustre le propos :

Sur le plan social et humain, les arrières pays méditerranéens, notamment dans les zones en difficulté, sont en grande partie marqués par une forte déprise humaine et par conséquent par le vieillissement de leur population. Ceci explique en partie le manque d'initiatives innovatrices de la part des acteurs locaux pour la re-dynamisation de leur petite région, ainsi qu'une certaine réticence des agriculteurs vis-à-vis de nouvelles formes d'activités économiques, telles que l'agrotourisme. Il explique aussi la difficulté des agriculteurs à élargir et restructurer leur identité professionnelle agricole autour de la prestation des services envers une clientèle spécifique.

Or, du point de vue de l'offre, les agriculteurs ne sont pas les seuls acteurs à revendiquer la prestation des services touristiques en milieu rural. Si les agriculteurs ne peuvent pas en soi élargir leurs activités, de petits entrepreneurs d'origine agricole ou non, souvent d'anciens émigrés dans les villes, investissent aussi dans le tourisme rural. Ceux-ci construisent de petits hôtels ou des chambres à louer en accompagnant parfois par de services de restauration et de loisirs de « type agrotourisme », c'est-à-dire sans liaison réelle avec la production agricole et la culture du pays. **Nous arrivons ainsi souvent à des phénomènes de détournement professionnel hors domaine agricole et finalement à l'implantation d'un type de tourisme en milieu rural qui est loin de la valorisation du patrimoine rural et des ressources locales.**

Source : T. Anthopoulou & B. Roux (1998), « Agrotourisme et valorisation du patrimoine agricole et rural en Grèce », rapport final, programme Platon 96, Mytilène, janvier 1998.

Le tourisme rural menaçant la ruralité ? Sans doute, mais il n'est qu'une expression de l'évolution profonde qui voit la population rurale se diversifier, la multi-activité s'étendre et se complexifier, le travail à distance se développer, les territorialités se modifier, la multi-fonctionnalité s'inscrire dans des cadres légaux de plus en plus complexes, les demandes sociales augmenter en faveur de la protection de l'environnement et de l'accueil d'activités de services.



Le tourisme en milieu rural a servi de modèle à de nombreuses expériences touristiques ultérieures. Il a, essentiellement, introduit la notion de *territoire* dans les approches purement économiques du tourisme. Dans cette approche, le tourisme rural peut-être qualifié de *diffus* et *intégré*, deux modalités qui concernent aussi les zones urbaines, péri-urbaines, côtières, montagnardes, insulaires, marginales et enclavées.

On verra par la suite que cette perspective est d'une importance considérable pour le tourisme responsable et sa capacité à influencer, même à la marge, le tourisme *des masses*.

Outre la dimension fondamentale de territoire, le tourisme rural met en avant la pluralité. En France, par exemple :

- Pluralité des *acteurs* - les divers prestataires dont une partie d'agriculteurs,
- Pluralité des *structures territoriales d'aménagement et de gestion* - communes, syndicats intercommunaux, pays d'accueil touristique, stations vertes, parcs naturels régionaux...,
- Pluralité des *structures de promotion et de communication* - offices du tourisme, comités départementaux et régionaux du tourisme, services loisirs accueil, Maison de la France...

La pluralité du tourisme a son pendant territorial, la *multi-fonctionnalité*, défendue par l'Union européenne, au titre de sa contribution à la protection de l'environnement par des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et la lutte contre les pollutions, à une fonction récréative de plus en plus souhaitée, à la préservation des biens et des traditions culturelles et à la valorisation de savoir faire traditionnels.

Inutile d'aller plus avant : le tourisme intégré et diffus, notamment dans l'espace rural, introduit une composante majeure de la durabilité, l'environnement. L'écotourisme en est la forme la plus élaborée.

III. L'écotourisme.

« En Equateur, au cœur de la forêt humide, des Huaranis, peuple amérindien vivant de la chasse et de cueillette, accueillent depuis quelques années un groupe de touriste par mois. Ces derniers logent dans des cases et les autochtones, après les avoir mis au fait de leurs problèmes écologiques et sociaux, proposent à leurs visiteurs tout un programme de sensibilisation à leur environnement (écologie de la forêt, plante médicinales, artisanat local, etc.). Ce projet, rapporte Sylvie Blangy, a reçu le prix du meilleur programme d'écotourisme à l'Expo Tourism de Berlin, en 1998. »

Source : Geneviève Clastres, 2000.

Guadeloupe.

L'ECO-VILLAGE envisagé dans ce dossier est un village traditionnel où l'habitat, les infrastructures, les activités et les comportements respectent au maximum les cultures traditionnelles et les principes écologiques, le concept écotouristique, l'authenticité, la Qualité, et l'Éthique. Un cahier des charges strict sera à la base des projets collectifs et individuels. Comme il se veut aussi être un éco-musée vivant, il devrait créer ou renforcer une dynamique de conservation des traditions.

- L'architecture conservatrice de l'habitat (cases, maisons familiales, exploitations agricoles, petites entreprises artisanales, autres bâtiments privés et/ou collectifs, ancien habitat traditionnel « musées », ...) et de la charpente du village doit respecter les caractères traditionnels et authentique de leurs modèles.
- Les infrastructures privées et/ou collectives (alimentation et collecte des eaux, épuration, approvisionnement énergétique, ...) doivent répondre aux normes traditionnelles et écologiques les plus respectueuses, pour tous les aspects généralement rencontrés dans la conception, la construction et la gestion de ces secteurs.
- Les activités conduites au sein de l'ECO-VILLAGE sont des applications des principes respectueux de l'environnement, du traditionnel et du naturel (guidage, animations, agriculture, élevages, productions artisanales, gestion des ressources, économie d'énergie, gestion des déchets, ...). Les comportements obéissent pareillement à ces principes (mode de vie au quotidien, état d'esprit, ...).

[...] Ajoutons à ces principes fondamentaux: l'exemplarité (expérience pilote pouvant être reproduite ailleurs, Caraïbe...), alliée avec un objectif touristique (vitrine vivante). Il s'agit bien de démontrer la faisabilité, les avantages et l'agrément de vie en accord avec les principes écologiques, et de suggérer par l'exemple sa transposition partout où de bonnes volontés souhaiteront œuvrer au même objectif. Que ce soient des initiatives individuelles, unitaires, enclavées au sein de communautés non réceptives structurellement à cette nouvelle orientation, ou au contraire des projets regroupant plusieurs foyers, des associations, tous constateront la faisabilité, les avantages et les agréments de ces idées.

Source : F. Pessin, 1998.

Pérou.

Le projet vise à accompagner le développement touristique d'une communauté andine de manière à assurer sa durabilité écologique, économique et sociale. Cette communauté, les « Q'eros », a la réputation d'être la dernière à avoir conservé le mode de vie des Incas. De par leur éloignement et leur enclavement, les Q'eros sont la dernière communauté des Andes qui conserve l'économie traditionnelle de leurs ancêtres fondée sur la culture de trois étages écologiques des Andes et le troc entre les communautés des différents niveaux. Leurs traditions et leurs rituels religieux ont été très peu influencés par les missionnaires chrétiens et ils sont le peuple qui a le plus conservé la vision de l'univers développée au cours de trois millénaires par les civilisations précolombiennes de l'aire andine.

[...]

Le projet de développement touristique vise donc à préparer la communauté de Totorani à l'arrivée inévitable du tourisme, à l'instar de ce qui a été fait dans les années 70 dans la communauté de l'île de Taquile sur le lac Titicaca, de telle façon que l'arrivée de groupes de randonneurs puisse se faire dans le respect de cette population et contribue à son développement harmonieux, de manière à développer un véritable « écotourisme ».

Source : A. George, 1999.

Inde.

Le Sikkim est devenu le 22^e état indien en 1975.

[...] Divisé en 4 zones administratives (districts du Sud, Ouest, Est et Nord), le Sikkim est peuplé de seulement 463 000 habitants parmi lesquels deux ethnies prédominent : les Népalais (de religion hindoue) -qui forment 75 % de la population- et les différentes tribus originaires du Sikkim.

[...] L'agriculture pratiquée par les Lepchas (système de rotation dans les forêts, complétée par la chasse) est, au fil du temps, devenue impossible du fait de l'utilisation de la forêt par les immigrants Népalais. Le développement des terrasses, et le climat humide a permis d'accroître la production agricole (riz, maïs) et apporter une relative prospérité, même si les revenus restent, pour la plupart, faibles à cause des faibles surfaces possédées.

[...]

Les enjeux

- Les enjeux et problèmes environnementaux sont ceux de la zone himalayenne en général. Ses habitants dépendent des ressources naturelles, notamment des forêts avec une consommation de bois de feu représentant 80 à 90 % de l'énergie consommée en zone rurale. Depuis une vingtaine d'année, les intérêts commerciaux accrus, l'augmentation de la population sont sources de déforestation et d'érosion du sol, ou encore surpâturage par le bétail. Mis à part les conséquences sur le développement local, l'équilibre écologique est gravement menacé.
- Par ailleurs, le tourisme se développe fortement au Sikkim : plus de 100.000 indiens et 6000 étrangers visitent annuellement le Haut Dzangri. Si le tourisme permet aux habitants de générer de nouveaux revenus, sa forte concentration engendre une forte dégradation de l'environnement

Parvenir à contrôler ce processus de dégradation écologique dans l'Himalaya est indispensable : répondre aux besoins énergétiques, avec des solutions décentralisées, non polluantes comme l'énergie solaire représente une des solutions.

Le Haut Dzongu, situé dans la zone Ouest du District du Nord, est peuplé de Lepcha. Faute d'infrastructures adéquates pour accueillir les touristes, le Gouvernement du Sikkim, n'autorise pas les touristes à visiter la région car il craint que le tourisme dégrade l'environnement.

[...]

Les axes fondateurs du projet sont :

- élaborer un plan de développement cohérent associant dès le départ les acteurs locaux ; le gouvernement du Sikkim est tout à fait porteur de cette démarche ce qui constitue une situation remarquable en Inde.
- l'éco-tourisme doit générer des activités économiques profitant d'abord aux populations locales (activités maraîchères et avicoles) et revitaliser les activités artisanales locales (plantes médicinales et aromatiques, fabrication de papier..)
- les villages de la région non concernés directement par l'éco-tourisme doivent bénéficier d'une attention particulière pour éviter des disparités économiques et sociales préjudiciables à la région.

Pendant l'année internationale de la montagne en 2002, le projet se propose d'élaborer un programme d'éco-tourisme couvrant le Haut Dzongu afin de réaliser les infrastructures adéquates, de créer de nouvelles activités économiques et de mettre en place les services nécessaires.

L'étude est basée sur une approche participative : les activités sont proposées par les organisations villageoises puis leur faisabilité est étudiée rigoureusement en particulier les circuits de commercialisation et le dispositif de d'appui. Les principales activités sont : activités avicoles, activités de maraîchage en plein champ et de contre saison , fabrication de papier et d'encre, artisanat traditionnel (chapeau, yack...), services de guide et porteur, plantes médicinales, éco-lodge (maison d'hôte, de restauration et espace de vente)

Une première phase pilote est prévue le second semestre avec la réalisation de 2 éco-lodges et d'activités économiques connexes s'insérant dans le plan de développement proposé. Une éco-lodge a deux fonctions : d'une part servir de maison d'hôte pour les touristes en minimisant leur impact sur l'environnement (énergie, assainissement, déchet) et d'autre part permettre aux villageois de promouvoir leur artisanat et des services (guide, restauration..)

Source : geres.free.fr

• Définition(s).

L'écotourisme englobe des activités variées qui présentent cependant des caractéristiques apparemment communes :

L'écotourisme réunit **toutes les formes de tourisme axées sur la nature** et dans lesquelles la principale motivation du touriste est d'observer et d'apprécier la nature ainsi que les cultures traditionnelles qui règnent dans les zones naturelles.

Il comporte une part **d'éducation et d'interprétation**.

Il est généralement organisé par de **petites entreprises locales pour des groupes restreints** généralement. On trouve aussi des opérateurs étrangers de dimensions variables qui organisent, gèrent ou commercialisent des circuits écotouristiques, aussi pour de petits groupes.

L'écotourisme s'accompagne de **retombées négatives limitées sur l'environnement naturel et socioculturel**.

Il favorise la **protection des zones naturelles** :

- en procurant des avantages économiques aux communautés d'accueil, aux organismes et aux administrations qui veillent à la préservation des zones naturelles ;
- en créant des emplois et des sources de revenus pour les populations locales;
- en faisant davantage prendre conscience aux habitants du pays comme aux touristes de la nécessité de préserver le capital naturel et culturel.

Source : M. Epler Wood, 2002.

Pour S. Blangy, G. Dubois & F. Kouchner (2002), la définition de l'écotourisme la plus citée aujourd'hui est celle de TIES: « *L'écotourisme est une forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.* »

Carte d'identité de l'écotourisme

<i>Territoires</i> :	zones naturelles avec une composante culturelle forte.
<i>Caractéristique</i> :	outil de conservation de la nature.
<i>Evolution</i> :	incorpore progressivement des objectifs locaux de nature sociale, culturelle et économique.
<i>Affinité</i> :	tourisme de nature, tourisme naturaliste.
<i>Repères</i> :	satisfait le besoin des clients des pays émetteurs d'une nature préservée.
<i>Populations</i> :	communautés locales.
<i>Acteurs dominants</i> :	agences et TO.
<i>Image grand public</i> :	nature, détente, élitiste.

• L'écotourisme dans le monde.

Le marché de l'écotourisme et du tourisme de nature en général connaît une croissance située entre 10% et 25% annuellement, loin devant les 3% à 5% de croissance du tourisme généraliste (Lindberg & al, 1997).

P. Lemaistre (2002) a montré, dans les résultats du programme d'étude des marchés émetteurs d'écotourisme de l'OMT, que la définition de l'écotourisme, chez les Tour Opérateurs, était répandue et acceptée. Certains d'entre eux, à travers leurs remarques sur les points faibles de la définition, dessinent en creux les faiblesses actuelles de ce marché dans l'application des règles qu'il se donne : « *minimiser les impacts négatifs sur l'environnement naturel et socioculturel, générer des retombées économiques pour les communautés locales et la conservation sous forme d'emploi, renforcer la prise de conscience parmi les touristes et les populations locales, appliquer le concept aux aires protégées, mais aussi à l'extérieur de celles-ci, et mentionner la durabilité et la notion de capacité de charge.* »

Comme on l'a vu précédemment, le terme « écotourisme » est abandonné, dans la communication clientèle, au profit d'autres termes comme tourisme durable, responsable, environnemental ou éthique, bien qu'ils n'aient pas le même sens et ne couvrent pas exactement les mêmes champs.

La même étude (P. Lemaistre, 2002) montre que l'offre de produits est variée. La majorité des circuits proposés sont des trekkings et des tours basés sur l'observation de la flore et de la vie sauvage animale, puis viennent les voyages axés sur l'ornithologie, la botanique, la géologie ou la conservation des parcs naturels (TO britanniques et allemands) et les activités sportives, culturelles combinées à l'observation de la nature (France, Italie, Espagne).

• L'écotourisme évolue et contribue au mélange des genres. Pour le meilleur ?

Le contenu affiché de l'écotourisme a évolué, en une décennie, d'une manière tout à fait étonnante, passant, dans les années 80, d'un « *tourisme naturaliste d'observation et d'étude de la faune et de la flore dans des zones protégées, vierges et non perturbées par l'homme et offrant une grande diversité biologique* » (S. Blangy, 1993) à l'expression « *écotourisme communautaire* », « *forme d'écotourisme selon laquelle la communauté locale contrôle de façon significative son développement et sa gestion tout en y étant impliquée, et selon laquelle une proportion importante des bénéfices reste au sein de la communauté.* » (WWF, 2001).

Deux exemples :

- « *Bien qu'ils utilisent peu le terme « écotourisme », un nombre croissant de tour opérateurs en traduisent les composantes dans leur politiques. Le niveau d'implication varie cependant d'un pays à un autre. Les actions menées sont les suivantes : distribution de codes de conduite, dons, aides à la conservation et aux communautés locales, offre de voyages incluant une part de volontariat, préférence aux fournisseurs locaux, et programmes de partenariat et de joint-venture avec les communautés locales et les aires protégées.* » (P. Lemaistre, 2002)

- « *Le comité de coordination d'une réserve de biosphère (tels que le Redberry Regional Economic Development Authority et le Niagara Escarpment Commission) peut rassembler toute une communauté en lançant le défi à l'industrie touristique toute entière de prendre fait et cause pour un tourisme durable en faveur de l'environnement, en procédant à une redéfinition de leurs pratiques pour appuyer le fonctionnement intégral d'une réserve de biosphère.* » (S. Sian, 2002)

On voit que de belles évolutions sont possibles, soit dans le sens stratégique et technique du développement, soit comme *recyclerie* des avantages comparatifs du tourisme solidaire, équitable et durable. Mais il reste que c'est probablement sous la pression des consommateurs, mise en valeur à coups de sondage, d'enquêtes et de campagnes médiatiques, que l'écotourisme évoluera dans le sens de la durabilité. Il faut espérer sur ce point que les tendances constatées aujourd'hui se prolongeront et s'amplifieront :

« *Les écotouristes accordent une grande importance aux éléments et attributs spécifiques du concept d'écotourisme (Ex : aide à la conservation, interprétation et éducation), et sont disposés à payer un supplément pour qu'ils soient garantis au cours de leur voyage :*

- *Au Canada, les touristes interrogés sont prêts à payer leur voyage jusqu'à 15% plus cher pour que celui-ci intègre des éléments de durabilité.*

- *De même au Royaume Uni, où 45% des touristes de l'enquête indiquent qu'ils paieraient un supplément pour garantir une meilleure protection environnementale.* » (P. Lemaistre, 2002)



L'écotourisme, parce qu'il bénéficie d'une antériorité incontestable dans l'émergence des formes alternatives de tourisme explicitement contributrices au développement (durable), fait l'objet d'une littérature abondante.

Il est l'illustration parfaite de la confluence d'intérêts antagonistes dans une sorte de *continuum* allant des conservationnistes, qui, historiquement, ont vu cette activité comme un outil de pérennisation des aires protégées, aux TO spécialisés, offrant telle ou telle attraction scénique ou faunique dans un catalogue de randonnées ou de treks.

Une enquête récente met en lumière une évolution significative vers l'élargissement d'une sensibilité naturaliste à d'autres facettes des destinations proposées : « *La grande majorité (80%) des touristes interrogés met en avant la découverte de civilisations, de cultures et du patrimoine culturel en général* » (Le marché français de l'écotourisme, 2002). Par ailleurs, la diffusion d'informations sur l'environnement et les cultures locales ainsi que sur les recommandations et codes de conduite pour les visiteurs viennent en tête avec 36% et 30% respectivement des critères énoncés pour le choix d'un TO (idem, 2002).

On voit par ces indications que la clientèle de l'écotourisme, précédant peut-être les agences et TO, traduit une évolution vers le besoin exprimé d'une forme d'éthique individuelle et un intérêt élargi aux relations nature-culture.

En fin de compte, l'évolution de l'écotourisme préfigure peut-être celle des marchés de niche : tourisme culturel, tourisme d'aventure, tourisme de découverte économique, tourisme de festival, tourisme de montagne, tourisme de proximité, tourisme de santé, tourisme fluvial, tourisme équestre, tourisme littoral, tourisme maritime, tourisme sportif, tourisme urbain... tous ces segments de marchés et ces activités particulières sont susceptibles de glisser vers des préoccupations et des cahiers de charges de durabilité.

Pour aller où ? Quelles sont les spécificités, les valeurs ajoutées et les avantages comparatifs des autres formes de tourisme responsable ? Commençons, par le plus emblématique, le tourisme solidaire.

IV. Le tourisme solidaire.

« La solidarité entre les pauvres hante les livres bien pensants écrits par des gens aisés. »

Alain Monnier, extrait de « Les ombres d'Anna ».

Mali, Mauritanie.

« Le client majore de 100 francs le tarif d'une randonnée, explique André Gerin, directeur général de la SCOP [La Burle], et nous abondons autant. » La somme ainsi dégagée a permis de mettre sur pied dans le village de Yedouma un campement (une structure légère, composée d'un abri, d'un sol cimenté, de nattes, d'un toit végétal, d'un coin cuisine et de sanitaires rudimentaires). Ce gîte du bout du monde génère une activité économique, permettant de retenir quelques jours les touristes de passage. Côté transports, on n'est pas en reste non plus en pays Dogon [Mali]. « Jusqu'à présent, poursuit André Gerin, le transport des bagages était le fait de jeunes hommes qui portaient les charges de 20 kg à 30 kg sur la tête. Or, il se trouve que La Burle utilise des ânes bâtés pour ses randonnées dans la montagne ardéchoise. Nous avons donc proposé six bâtés pour les ânes. Cette solution allège le travail des porteurs et génère une petite redevance pour les propriétaires d'ânes. »

[...]

Cette dernière [l'association Vents du sud], partenaire de La Balaguère, travaille sur des micro projets de développement. « En avril 2000, souligne Monique Sabarthès, secrétaire de l'association, quatre personnes se sont rendues à Ouadane en Mauritanie, afin d'évaluer les besoins du village avec la population. Un comité de gestion a été mis en place, avec l'aide des guides mauritaniens de La Balaguère. » Parmi les premiers résultats, l'association compte à son actif la livraison d'un atelier de soudure équipé d'un groupe électrogène, qui permettra le développement d'une activité économique. Aujourd'hui, l'association, qui compte un millier d'adhérents à travers la France, a encore bien d'autres projets. « Un de nos groupes travaille sur l'éventualité de mettre en place des échanges entre écoles. »

Source : Michel Clerget, 2000.

Equateur.

En Equateur, Médecins du Monde (MDM) a ouvert un programme de santé communautaire. A la demande des communautés indiennes, et avec elles, MDM travaille à l'amélioration de leur santé et à leur intégration dans le système national de santé. Des promoteurs de santé et des accoucheuses traditionnelles ont été formés, des postes de santé créés. Pour lutter contre la malnutrition chronique des enfants, une supplémentation régulière à base d'aliments traditionnels à haute valeur énergétique a débuté.

Une fondation de santé de droit équatorien, Jambi Runa, reconnue par le Ministère de la Santé, a été constituée. Elle est composée et dirigée par les communautés. Jambi Runa utilise et promeut les valeurs culturelles et la médecine traditionnelle indienne tout en assurant la pérennité du programme. A la demande des autorités, Jambi Runa a été intégrée dans le système public de santé. Les indiens peuvent ainsi décider de leur santé et des moyens pour l'améliorer.

MDM a aussi initié des programmes communautaires de développement. Dans des potagers, les populations apprennent à cultiver les plantes utilisées lors de la supplémentation alimentaire. Une association lyonnaise d'étudiants, l'Asacane, construit une fromagerie dont les bénéficiaires financeront la santé et serviront à créer une caisse de micro-crédits.

Depuis 2001, ARVEL s'associe à ce projet, afin d'aider les communautés à préserver et promouvoir leur identité culturelle, tout en générant des ressources. A tour de rôles les communautés reçoivent un groupe d'Arvel. Chaque fois l'ensemble de la communauté se mobilise et organise le programme : visite, préparation de plats typiques, repas communautaire, démonstration d'activités traditionnelles, petit bal. Les ressources ainsi récoltées sont réparties directement entre les promoteurs de santé et les communautés. Ces rencontres permettent également de nombreux échanges.

Source : Bernard Floccard, MEDECINS DU MONDE, 2003

Népal.

L'association Vivre a Kutumsang en Pays Sherpa Intervient dans un petit village du Népal : KUTUMSANG, en étroite collaboration avec son comité de développement. Cette collaboration est née de la volonté de prendre en main une situation humaine difficile : l'exode en particulier.

Cette conjoncture n'est pas inéluctable. Actuellement les habitants du village ne retirent du tourisme existant que très peu de bénéfices. L'objectif est donc de maîtriser le phénomène touristique pour le plus grand bénéfice de tous. Une première expérience de tourisme solidaire conduite en octobre 2001 s'est avérée fructueuse et autorise le comité à imaginer un programme de développement de l'agro-écologie dans le village.

L'association est chargée de recruter des participants au voyage et de les informer le plus largement possible, notamment sur ses objectifs et son éthique. Elle participe à la réflexion sur le programme de développement dans le village. L'enjeu est de taille si l'on considère qu'il faut reprendre la question de développement à sa base, c'est à dire y introduire des éléments de durabilité, d'humanisme de culture et de responsabilité.

L'association veille à ce que les participants au programme touristique en comprennent les enjeux et adhèrent à cette philosophie. Les villageois offrent aux visiteurs la possibilité d'un séjour découverte de leur village et de leur région.

Source : www.onparou.com

TFD.

Le label « TFD » identifie les professionnels du tourisme (hôteliers, voyagistes, compagnies aériennes...) qui acceptent de redistribuer un pourcentage de leurs bénéfices :

- 1%, maximum 1 dollar, par nuit vendue par les hôteliers et voyagistes,
 - 1%, maximum 3 dollars, par siège vendu pour les compagnies aériennes,
- pour financer, au nom du tourisme, des micro-projets de développement dans le domaine du minimum vital (eau, nutrition, habitat) dans les pays où ils exercent leurs activités. Ces micro-projets de développement sont réalisés par des associations humanitaires localement implantées et qui ont fait leurs preuves. « Tourism For Development » intervient comme une « banque » pour financer les micro-projets de ces associations.

C'est aussi dans cet objectif que TFD encourage les vacanciers à signer « la Charte du Voyageur » qui suit :

« Moi voyageur,

- je souhaite que la liberté de voyager demeure un des droits essentiels de l'homme. Je souhaite donc pouvoir me déplacer librement et en toute sécurité ;
- je veux qu'une partie des sommes que je dépense au cours de mes voyages soit redistribuée au profit du développement des pays visités ;
- et je m'engage à utiliser prioritairement les services des hôtels, qui bénéficieront du label « Tourism For Development » et qui respecteront cette éthique d'entraide. »

Source : plaquette d'information Tourism For Development

Pérou.

PACHAMAMA (mot kechua signifiant Mère Terre) est une entreprise péruvienne à caractère social, promue par la Centrale Inter-régionale des Artisans du Pérou (CIAP), le Réseau Latino-Américain de Commercialisation Communautaire (RELACC) et 6 autres associations d'artisans. Les services de l'entreprise de tourisme responsable PACHAMAMA rentrent pleinement dans le cadre de l'eco-tourisme, sous toutes ses dimensions : sociales, culturelles, écologiques, communautaires...

Les circuits proposés sont une combinaison des circuits touristiques traditionnels et des séjours au cœur de la vie des artisans péruviens. En proposant au voyageur de découvrir leur mode de vie et de se familiariser avec les procédés de production de l'artisanat traditionnel (céramiques, tissage, sculpture,...). Le touriste sera invité à observer, et s'il le désire, à participer activement à ces activités grâce à des stages d'initiation.

Les acteurs et bénéficiaires directs de ce projet sont les organisations d'artisanat et les communautés qui travaillent conjointement pour mettre en place les divers programmes de tourisme alternatif. En offrant leurs richesses culturelles traditionnelles et leur grande hospitalité, ces communautés en sont bénéficiaire dans la mesure où elle constitue une source de revenu complémentaire à leur activité d'artisanat et contribue en ce sens à l'amélioration de leur condition de vie, dans le respect de leurs traditions et croyances, et dans le respect de leur milieu naturel.

L'objectif de Pachamama étant le développement durable des communautés d'accueil.

Source : onparou.com/tsd.php3#Pourquoi

- **Définition(s).**

« Comme le « tourisme alternatif », il a vu le jour aux lendemains de la colonisation, par la volonté de ces groupes militants aux origines idéologiques ou religieuses diverses de mettre à profit leur pratique du tourisme pour engager de nouvelles relations avec les populations locales décolonisées ou en voie de décolonisation. Sa finalité est d'amener le touriste-client à une forme de solidarité concrète avec les populations visitées. Il peut prendre plusieurs aspects comme, par exemple, le soutien à un projet de développement, et s'inscrit dans la durée, garante de l'accomplissement et de la pérennité des actions de solidarité. » (source : www.actionconsommation.org)

A l'instar de l'écotourisme, le tourisme solidaire déborde de son cadre initial lorsque, lui aussi, répond à la demande d'une part croissante de la clientèle pour des produits « éthiquement corrects ». « *Le succès à long terme d'une entreprise dépend aujourd'hui non seulement du respect rigoureux des règles du jeu économique, mais aussi de la référence à des valeurs supérieures telles que le respect (de l'homme, de l'environnement), l'honnêteté (la transparence et l'intégrité) et la solidarité (la conscience de l'intérêt collectif)* » (L'Observateur Cetelem 1999, cité sur le site www.onparou.com).

Le propos s'élargit sur les pratiques, les attitudes de vie et la preuve d'une bonne foi concernant des valeurs, conforté par le fait que neuf clients sur dix seraient disposés à privilégier les produits qui démontrent une action citoyenne (Etude Fleishman-Hillard, juin 1999, site www.onparou.com) et sept sur dix en assumeraient un surcoût éventuel (CRC-Consommation, mai 1999, site www.onparou.com).

Carte d'identité du tourisme solidaire

<i>Territoires :</i>	toutes zones en dehors des zones touristiques.
<i>Caractéristique :</i>	outil de co-financement de projets de développement local.
<i>Evolution :</i>	élargit son ambition à l'équité nord-sud et au développement durable.
<i>Affinité :</i>	tourisme social, tourisme rural, économie solidaire.
<i>Repères :</i>	un pourcentage X du montant d'une prestation ou d'un chiffre d'affaires co-finance/finance une opération de développement local.
<i>Partenaires :</i>	associations, groupements, communautés villageoises, groupes sociaux minoritaires.
<i>Acteurs dominants :</i>	associations, agences.
<i>Image grand public :</i>	peu connue (élitiste ?).

- **Une constante : l'hybridation sémantique.**

L'analyse de deux documents récents très grand public - un *flyer* recto verso de la plate-forme LVT (Loisirs, Voyages, Tourisme) et la plaquette de présentation du FITS 2003 (Forum International du Tourisme Solidaire) - fait ressortir trois tendances :

- un *certain niveau d'abstraction* dû aux limites d'une communication concise grand public sur des thèmes à tiroirs comme l'équité ou le développement durable,
- des *références multiples* - développement durable, environnement, économie solidaire, participation...- qui font entrer le message touristique dans la rhétorique des chartes, conventions, déclarations de principes, références, messages, slogan ... issue de la récupération médiatique de la notion de développement durable,
- l'*absence de quelques notions clés* : évaluation, planification, coordination, contrôle, suivi, territoires, acteurs publics, partenariats, responsabilité, qualité...

Analyse comparative de deux communications grand public

Brochure de présentation du FITS 2003

& recto/verso LVT « La rencontre et l'échange au cœur du voyage »

FITS (1 page)	LVT (2 pages)
Projets portés par les associations de base et les ONG	Accueil au sein de la communauté Les communautés locales maîtrisent l'activité touristique
Juste partage des profits avec les populations du Sud directement concernées Autonomie économique des populations locales Création de réseaux locaux d'économie solidaire Partage de l'information entre acteurs	Profit équitable des ressources Financement de projets de développement choisis et mis en œuvre par les communautés locales
Respect de l'environnement Valorisation des ressources locales Conservation du patrimoine	Participation à la vie de l'association de voyage Implication dans l'échange au sein du groupe Implication dans l'échange avec la population locale Utilisation d'une partie du prix du voyage transparente pour les voyageurs
Rencontre Education au développement pour les voyageurs	Respect des populations Respect des cultures Respect de l'environnement
Développement durable pour le Sud	Projet autour de valeurs : Solidarité Respect Humanisme Ecoute Ouverture Echanges Compréhension entre les peuples Respect des partenaires Respect des travailleurs (juste rémunération) Epanouissement du voyageur et de l'accueillant
	Développement local Développement durable

© Alain Laurent, T2D2, 2003

• Le contenu affiché des actions de tourisme solidaire.

Le contenu de la récente brochure de l'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air (UNAT, 2002, « D'autres voyages, du tourisme à l'échange ») permet d'esquisser une typologie approximative du *contenu* des actions de tourisme solidaire. *Comment se concrétise la solidarité ? Quelles sont les actions spécifiques menées ?*

Une grille d'analyse assez large dite « *Grille Transversale Pilote* » (GTP), réalisée par agrégation de critères figurant dans les définitions des différentes formes de tourisme, a été utilisée pour cette partie de l'étude. Cette grille visait à repérer les réponses possibles à la question : *l'action traite-t-elle/fait-elle référence le/au domaine (secteur) X, considéré(e) comme important(e) pour une contribution au développement durable des territoires d'accueil ?* Les champs retenus étaient :

- les relations avec les organismes internationaux,
- le (les)texte(s) de référence pris en compte,
- la place de l'Etat accueillant,
- la place des populations et des habitants,
- les actions ponctuelles (action humanitaire, matériels),
- les actions de développement local,
- la prise en compte de l'environnement (pollutions, ressources, patrimoines),
- la place de la culture, la prise en compte de l'aménagement du territoire (sites, infrastructures, bâtiments publics...),
- les rapports avec les entreprises touristiques locales, la gestion des touristes (visiteurs, jeunes en formation...),
- les rapports avec les entreprises touristiques extérieures,
- le marketing touristique,
- le mécanisme/la procédure d'évaluation.

Le résultat de cette analyse figure dans le tableau page suivante.

La contribution « visible » du tourisme solidaire présentée par les acteurs du domaine

Analyse faite à partir de la brochure UNAT 2002 « D'autres voyages, du tourisme à l'échange »

Organismes internationaux

- Aucune mention.

Texte de référence

- Respect de la Charte Tourisme et Ethique 2000 (11).
- Réflexion sur une charte commune des acteurs de l'écotourisme (14)
- Charte éthique des villages d'accueil (15).

Pays d'accueil

Etat

- Aucune mention.

Populations - habitants

- Attention portée aux conditions d'emploi (3).
- Conditions de travail juste (3).
- Formation de jeunes chômeurs à l'animation touristique (5).
- Gestion des activités par les populations (6).
- Participation en amont des guides et initiateurs de programmes (14).
- Création d'emplois saisonniers et permanents (27).

Actions ponctuelles - action humanitaire, matériels

- Micro-actions de développement : envoi de semences potagères, médicaments, petit matériel scolaire (5).
- Fournitures scolaires, aide à une cantine (8).
- Petites opérations humanitaires : école, dispensaires, adduction d'eau (11).

Développement local

- Conseil et accompagnement de structures locales et de leurs projets : formation de responsables locaux au Portugal, Sénégal et Togo) (1).
- 15 EUR/voyageur reversés en moyenne aux associations partenaires (2).
- Bénéfices réinvestis (pas de détail) (3).
- Collaboration avec associations, ONG, professionnels ou institutions (pas de détail) (4).
- Mise en place de projets de développement (pas de détail) ; 35% du prix du séjour reversé (5).
- Financement d'écoles, centres de formation, coopératives artisanales, puits, actions sanitaires (6).
- 30 EUR reversés au développement local : dispensaire de village, école, micro-crédits pour cultures vivrières (8).
- 3% du montant des voyageurs reversés à l'association « Slow Food » en faveur de la biodiversité alimentaire (9).
- 10 à 20% du montant du séjour reversés : biodiversité, élevage, coopératives d'artisanat, scolarisation, assainissement (10).
- Formation pour professionnaliser le comités de gestion ou des associations locales (10).
- Autonomie des partenaires locaux recherchée dans une limite de 5ans d'accompagnement (10).
- Micro-projets réalisés localement (pas de détail) (11).
- Création de jardins expérimentaux (13).
- Frais de séjour réinjectés dans l'économie locale ; bénéfices alimentant un fonds de développement local (15).
- Pôle de solidarité d'anciens voyageurs autour de micro-projets : santé, éducation, artisanat, agriculture (15).
- 70% de la prestation terrestre injectés dans l'économie montagnarde au Maroc : puits, coopérative apicole (16) ?
- Allocation de 3% du prix des voyages au financement de projets de développement (16).
- L'objectif est de tisser des liens entre voyageurs et acteurs locaux du développement ; pourcentage de la prestation terrestre rétrocédé à une association vietnamienne (17).
- Choix de prestataires locaux sur la base de leur engagement en faveur du développement local (17).
- Création de petites structures agricoles (18).
- Participation à un projet sur la qualité et la gestion de l'eau potable et de développement rural et sanitaire (19).
- Bénéfices issus des activités touristiques utilisés par la communauté pour le développement (pas détail) (20).
- Les fonds générés par les activités touristiques sont investis localement ; 10% des recettes sont affectés à des micro-projets de développement : ramassage des déchets, soutien à des établissements scolaires et à des petites entreprises artisanales, case de santé (21).
- En prévision : participation pérenne d'une dizaine de familles (22).

.../...

.../...

Environnement - pollutions, ressources, patrimoines

- Gestion des déchets, combustible gaz/pétrole (3).
- Soutien financier à des demandes de protection de l'environnement (7).
- Aménagement de poubelles pour les déchets, utilisation du gaz, panneaux solaires (8).
- Entretien des biotopes et préservation des écosystèmes (11).
- Prestations sur la protection de l'environnement : chantiers de reboisement (12).
- Organisation de séjours « éco-solidaires » (14).
- Sensibilisation particulière des visiteurs aux questions de l'environnement local (eau) (22).

Culture

- Chantiers communautaires dans le cadre d'une formation aux réalités du développement au Sud : action culturelle au Burkina Faso (12).
- Organisation de manifestations culturelles de soutien à la sauvegarde du patrimoine local (13).
- Rénovation et re-dynamisation de la ville de Chinguetti via le concept « d'université nomade » (stages, conférences, découverte) (13).

Territoires – sites, infrastructures, bâtiments publics

- Adduction d'eau potable (10).
- Chantiers communautaires dans le cadre d'une formation aux réalités du développement local au Sud : construction de bâtiments publics collectifs, d'écoles, dispensaires... (12)

Entreprises touristiques

- Retombées économiques au bénéfice des acteurs locaux qui contribuent au développement de l'écotourisme (7)
- Prestataires locaux non professionnels mais personnes intéressées par les échanges culturels (9).
- Prestations rémunérées aux tarifs locaux plus 40 à 50 % (10).

Pays tiers

Touristes – visiteurs, jeunes en formation...

- Information complète et contemporaine (2).
- Information et conseil via la « charte éthique du voyageur » et « respect du désert » : choix de produits de qualité, pas de négociations outrageuses, pas d'achat d'objets traditionnels (3).
- Rencontres organisées avant les voyages (4).
- Participation des voyageurs aux activités des communautés locales (5).
- Sensibilisation des voyageurs aux problèmes locaux sociaux, économiques, environnementaux et culturels (5).
- Partage de la vie quotidienne lors des séjours (6).
- Fiches techniques sur l'ensemble du contexte de la région visitée (6).
- Invitation des voyageurs motivés à la poursuite d'action d'aide au développement (6).
- Les voyageurs font la cuisine et souvent le marché avec les habitants (but des voyages) (9)
- Contacts entre touristes et habitants favorisés (7).
- Information notamment sur les nuisances potentielles du tourisme classique (8).
- Préparation au départ avec réunion préparatoire (10).
- Formation de jeunes stagiaires aux réalités du développement (12).
- Information soignée des voyageurs (dossier de présentation, réunions...) (15).
- Formation du visiteur axé sur le développement (16).
- Préparation des voyageurs par week-ends d'information et de préparation (20).
- Rencontres avec les populations locales facilitées, participation des visiteurs à la vie quotidienne (25).

Entreprises touristiques

- Formation de guides (13).
- Formation de compétences liées au tourisme (26).

Marketing touristique

- Participation à des salons, conférences et manifestations diverses (1).
- Utilisation parcimonieuse du papier, issu d'une gestion durable et équitable des forêts (14).

Evaluation

- Rapport annuel détaillé et chiffré des actions de développement réalisées (6).
- Appréciation par les voyageurs du niveau d'implication environnementale des guides et prestataires locaux (14).

.../...

.../...

Les structures : 1 : A Pas de Loup ; 2 : ARVEL ; 3 : Atalante ; 4 : CEVIED ; 5 : Couleurs Sensations (association) ; 6 : Croq'Nature & Amitié Franco-Touareg ; 7 : Ecotours ; 8 : La Burlle (SCOP) ; 9 : La route des cuisines (association) ; 10 : La Route des Sens (association) ; 11 : Madagascar autrement & Nature et Tourisme ; 12 : Palabres sans frontières (association) ; 13 : Point Afrique (Coopérative de voyages) ; 14 : Saïga ; 15 : Tourisme & Développement Solidaire (association) ; 16 : Vision du Monde (association) ; 17 : Vacances Bleues-Voyager autrement (agence) ; 18 : ADEN ; 19 : Amder Voyages (agence) ; 20 : Djembé (association) ; 21 : Les amis de Mamadou et du Sénégal (association) ; 22 : les amis de Tamnougalt (association) ; 23 : Maroc chez l'habitant (agence) ; 23 : SME/Mass Education ; 25 : Posada San Rafael (ferme-auberge) ; 26 : Tourisme et Solidarité – Secours catholique / Caritas France (groupement d'associations) ; 27 : Village Ahémé (Hotel).

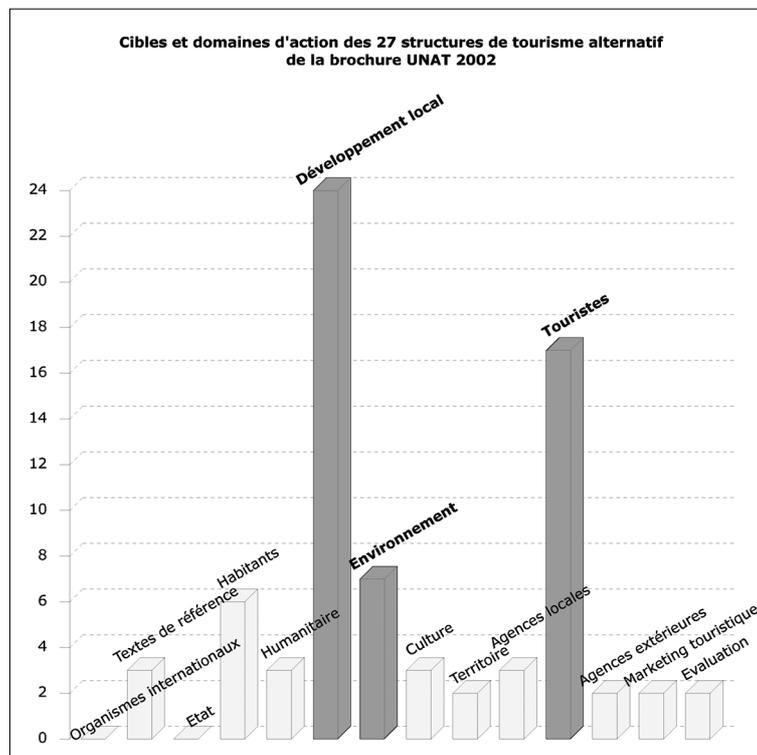
© Alain Laurent/T2D2.

L'analyse succincte des actions présentées par les vingt-sept pionniers du tourisme solidaire de la brochure UNAT montre que :

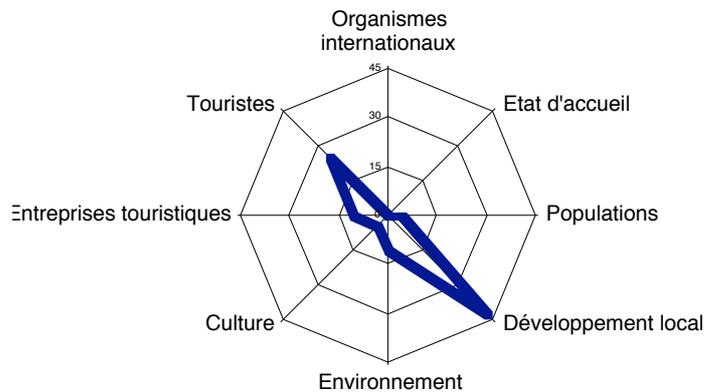
- Les cibles et domaines d'action sont majoritairement le développement local, la gestion des touristes et les questions environnementales ;
- Les actions de développement local concernent, dans l'ordre décroissant, le développement rural (agriculture, élevage), la scolarisation et l'éducation, la santé, la gestion de l'eau, l'artisanat, la salubrité.
- Les rapports avec les autorités - nationales, régionales, locales - et avec les organismes internationaux - UNESCO, PNUE...- ne sont pas mentionnés ;
- Les pratiques de l'évaluation sont peu citées.

On se doit de relever la présentation généralement minimaliste du volet « solidaire » c'est à dire des actions menées par la plupart des structures. La conclusion à en tirer est un cinquième point :

- Les actions de communication sur les volets solidaire, équitable, durable... doivent être aussi soignées, voire plus, que les descriptifs de voyages. C'est la condition de base pour entrer dans une logique éventuelle de reconnaissance indépendante.



- D'après la brochure UNAT 2001, voici ce que donnerait le *profil des cibles* du tourisme solidaire, son **empreinte** :



- **Les voies de progrès : les cahiers des charges croisés.**

En Italie, l'Association Italienne pour un Tourisme Responsable (AITR) développe une série de cahiers des charges « usagers », « organisateurs », « communauté d'accueil » adaptés aux différentes étapes du voyage : avant, pendant et après. Cet ensemble appelé « *passport pour voyages soutenables* » (« *Carta d'identità per viaggi sostenibili* »), s'il est appliqué avec rigueur et constance, est un pas supplémentaire vers une culture de la responsabilité. Un contenu résumé de cette démarche figure ci-dessous pour la séquence « avant le départ », la plus élaborée du passeport (traduction libre) :

Passeport pour voyages soutenables <i>AITR, 2003.</i> Avant le départ :	
• L'utilisateur :	<ol style="list-style-type: none"> 1. s'interroge sur les aspects réels et les motivations de son voyage : repos ou détente dans le respect de l'environnement et des autres, connaissance (au sens culture et rencontre)... 2. demande à être informé correctement de l'organisation (autre que les aspects techniques et logistiques du voyage)... 3. manifeste le souhait de créer directement ou à travers les organisateurs des contacts avec les réalités locales ou des représentants de la société civile... 4. est disponible pour rencontrer ses prochains compagnons de voyage et les accompagnateurs, 5. demande aux organisateurs une garantie sur la qualité du voyage du point de vue éthique c'est à dire sur les caractéristiques environnementales, économiques et sociales, 6. demande la transparence du prix pour savoir quel pourcentage final reste à la communauté accueillante, 7. privilégie les voyages dans lesquels existe une possibilité de choix de calendrier et de contenu.
• L'organisateur :	<p>Fournit des informations sur le voyage à travers un catalogue réaliste, une fiche de description géographique, environnementale, socio-économique, politique, d'actualité, de projets de coopération sociale et environnementale, de consignes relatives aux comportements et une bibliographie sur la destination.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Est disponible pour organiser des rencontres entre les participants au cours desquelles, en plus de faire connaissance, soit les itinéraires et les calendriers sont validés en commun, soit les doutes des usagers sont levés soit des occasions de rencontre avec les communautés du lieu de destination sont programmées. 2. S'engage du point de vue éthique sur le plan :

.../...

.../...

Environnemental :

- en privilégiant les hébergements, les restaurants, les structures, les transports respectueux de l'environnement (épuration, élimination correcte des déchets, économie d'énergie)

Social :

- en demandant aux autorités responsables de garantir un développement touristique compatible ;
- en privilégiant les services d'accueil (transports, logements, restauration) en accord avec la culture du lieu ;
- en choisissant des partenaires locaux qui respectent les normes syndicales établies par l'Organisation Mondiale du Travail ;
- en constituant de petits groupes de participants qui seront plus facilement au contact des réalités locales, évitant l'exposition répétée et continue d'une communauté à un impact touristique de masse décidé unilatéralement ;
- en organisant des itinéraires ménageant du temps entre les étapes et avec des destinations en nombre limité ;
- en mobilisant un accompagnateur formé qui jouera aussi le rôle de facilitateur interculturel ;
- en évitant un excès d'organisation qui empêche les visiteurs de se rendre compte des réalités locales ;
- en ne favorisant pas le commerce sexuel et en évitant par tous les moyens la prostitution et la pornographie infantiles ;
- en organisant la participation des touristes aux manifestations, fêtes et spectacles traditionnels dans le respect de l'authenticité et du consensus.

Economique :

- en privilégiant des services d'accueil (transports, hébergement, restauration) à familiaux ou à petite échelle ;
- en choisissant des services locaux (transports, hébergement, restauration) où l'écart est le plus faible possible entre les voyageurs et les habitants sur place ;
- en vérifiant qu'une partie certifiée des sommes issues du tourisme est redistribuée localement sur un mode équitable (depuis le logement jusqu'aux objets artisanaux issus du lieu) et en fournissant en pièce jointe une fiche de transparence du prix, ou, dans le cas des multinationales, en vérifiant qu'il existe réellement des retombées positives conséquentes pour l'économie locale.

• Les communautés d'accueil :

par communautés d'accueil on entend : les secteurs de l'industrie touristique, les autorités/institutions touristiques et les gouvernements locaux, les groupes de citoyens vivant dans les zones concernées par le tourisme (mais non directement impliqués dans le business touristique).

Veulent contrôler le développement touristique dans leurs zone et pour cela :

1. Donnent leur avis au sujet des flux touristiques et se rendent plus ou moins disponibles pour les rencontres.
2. En fonction des disponibilités, répondent à la demande touristique par des propositions d'accueil adéquates.
3. Tiennent compte des divers aspects de l'impact touristique :

Environnemental et paysager

- afin que les routes, les bâtiments et le réaménagement territorial soient réalisés en évaluant les impacts environnementaux.

Social

- afin que la culture locale – architecture, art, langue, habillement, gastronomie – reste indépendante et vivante.

Economique

- afin que les droits de propriété locale ne soit pas cédés à des étrangers ou confisqués par les autorités locales pour des raisons identiques ;
- afin que le développement ne soit pas unilatéral et excessivement dépendant du tourisme ;
- afin que ses recettes soient redistribuées aussi aux autres acteurs pour dynamiser le tissu social de la destination ;
- afin que le prix payé soit équitable pour tous (touristes, opérateurs et communautés accueillantes).

4. Impliquent et forment des guides locaux et des facilitateurs qui indiquent quels comportements sont au moins acceptables localement et mettent en contact les visiteurs avec les habitants, les opportunités et les attractions authentiques du lieu.

© AITR, 2003.

La réflexion et les outils de l'AITR sont très avancés mais reposent largement sur une réelle motivation de tous les acteurs : le cahier des charges et les fiches d'évaluation qui en découlent mettent le dispositif et chaque voyage dans une situation de *mission d'étude* sur le terrain. Cette expérience sera enrichissante pour tous les acteurs du tourisme solidaire.



"Bien au-delà de la querelle des mots, ce qui nous intéresse ici, c'est d'encourager la réflexion des voyageurs sur les potentialités d'un tourisme intelligent à valoriser au mieux les ressources locales et à retenir sur place l'essentiel des bénéfiques produits : favoriser non seulement la découverte de l'autre, mais une véritable réciprocité des relations par l'expression de solidarités concrètes; bref à promouvoir à la fois les échanges personnels et le développement social et économique des communautés locales." (brochure UNAT 2002).

L'objectif du tourisme solidaire, on l'a vu, est de contribuer à des actions de développement, c'est à dire à l'amélioration d'une qualité de vie et la satisfaction de besoins dits "primaires" : l'eau, l'alimentation, la santé, l'éducation... TFD adopte sur ce registre une stratégie particulière, la taxation du tourisme de masse.

L'offre, généralement, est une prestation de voyage qui s'apparenterait à la visite d'un groupe d'invités dans une famille de cultivateurs ou d'artisans.

Les écueils sont nombreux, depuis les inévitables effets de masse qui lasseront même les plus conviviales des familles d'accueil jusqu'aux dangers létaux de la monoactivité touristique : *"Le problème des hôtes est simple : ils auront abandonné leurs terres et leurs outils de travail pour s'investir dans le tourisme, et tout le pays aura à en souffrir dès que se déclencherà une seconde guerre du Golfe ou une épidémie à l'autre bout du pays. Nous aurons transformé les processus économiques existants en une monoculture pour découvrir que cette monoculture n'est pas viable."* (M.K.T. Suresh, lors du colloque "Pour un tourisme Nord/Sud porteur de développement, mars 1996).

Pour autant le tourisme solidaire est-il condamné à n'être qu'une niche, une *figuration intelligente à la périphérie* ? Certainement pas. Mais, comme pour les autres formes de tourisme responsable, il devra jouer sur toutes les touches d'un clavier qui embrasserait les champs, les savoir, les savoir-faire et les savoir-être du développement durable (ou responsable).

Le tourisme équitable tirerait-il mieux son épingle du jeu ?

V. Le tourisme équitable.

« Omar Basse, directeur de l'école primaire de Ndiagane (Sénégal), est aux anges. Son établissement bénéficie d'un financement de l'association française Les Amis de Mamadou, un tour-opérateur qui exploite un campement touristique à proximité. L'association prélève une partie de ses recettes au profit d'actions de développement. A Ndiagane, deux classes supplémentaires seront construites, la bibliothèque sera refaite et des commodités seront réalisées à proximité des bâtiments. Un budget que le ministère de l'Education nationale, mille fois sollicité, n'a pu fournir. Le tour-opérateur est aussi impliqué dans le soutien scolaire à des lycéens et la construction de jardins d'enfants. »

Y.S. Kouamé, « Le tourisme équitable, une valeur qui monte », MFI HEBDO: Economie Développement, 26/06/03

Djembe : un tourisme de rencontres et d'échanges équitables

- a pour vocation de favoriser la compréhension des réalités locales, la transmission de certains savoirs, et la rencontre entre les participants étrangers et des habitants locaux.
- s'attache particulièrement à ce que le séjour des visiteurs soit perçu comme étant profitable à long terme à la fois par les visiteurs et par les accueillants.
- fait la promotion d'activités liées aux cultures locales. Elles donnent lieu à des ateliers proposés et animés par des habitants.
- veille à ce que les intervenants locaux reçoivent une rémunération équitable.
- incite les participants à utiliser le plus souvent possible les prestations gérées localement (hébergements, restaurants, transports...).
- encourage les comportements solidaires, notamment par la cogestion d'une partie du budget du séjour des visiteurs sur place.
- s'appuie sur un réseau de « facilitateurs » sur place. Ces personnes adhèrent aux principes de cette formule et elles jouent en quelque sorte les ambassadeurs entre les visiteurs et les autochtones.

Source : www.globenet.org/djembe/charte.html

Chili.

A Los Chilcos (une quinzaine de kilomètres au Sud de l'agglomération de Tirua), la communauté indigène Bartolo Leviqueo a projeté il y a quelques années de se lancer également dans l'aventure.

[...] Cette communauté a obtenu l'installation de l'électricité, de l'eau potable, l'aménagement d'une route jusqu'au site, une aide financière pour acquérir les matériaux nécessaires à la construction des sanitaires et des douches. Les fonds viennent d'organismes publics d'aide au développement et de la commune.

Cela a permis l'ouverture d'un camping de douze sites, pouvant accueillir au total une cinquantaine de personnes. L'ouverture a eu lieu en janvier 2001.

Pour cette communauté, ouvrir un camping ne se limite pas à l'exploitation économique d'un potentiel environnemental. Leur démarche englobe toute une réflexion sur l'amélioration de leur environnement. C'est ainsi qu'ils ont planté des plantes et des arbustes traditionnels qui font actuellement défaut sur leurs terres mais qui ont de tout temps été utilisés pour leur alimentation et leur santé. Ce qui permettra aussi de lutter contre l'érosion des sols, qui est un problème fondamental ici.

Le projet a également une vocation communautaire et éducative ; des temps communs sont prévus, afin de favoriser les échanges inter-individuels. A cet effet, la communauté projette de construire une maison d'accueil selon le modèle de la ruca, la maison traditionnelle mapuche. Il s'agit d'une maison formée d'une pièce unique au centre de laquelle se trouve un important foyer. Le feu y est entretenu en permanence.

.../...

.../...

On y prépare et consomme des plats, qui permettront notamment de découvrir les fruits de mer, les coquillages et poissons locaux, mais aussi d'y bavarder, échanger, jouer de la musique, visionner des cassettes-vidéos ayant trait à la culture mapuche, etc. Ce lieu d'échange et de rencontre se veut ouvert, convivial et dynamique.

Les membres de cette communauté sont totalement acteurs de ce projet. ils entendent le mener comme ils l'ont fait jusqu'à présent, en tant que décideurs. ils montrent par cette initiative qu'un groupe d'individus qui vit dans une précarité chronique et qui a très peu de moyens (essentiellement la main-d'oeuvre), peut construire un projet sans intervention extérieure. Sa réalisation matérielle, elle, nécessite certes un appui financier ou matériel. Mais la conception et la réalisation du projet sont entièrement l'oeuvre de la communauté.

Cette communauté se pose ainsi comme initiatrice au Sud d'une activité touristique dans laquelle des acteurs du Sud et du Nord auront un rôle à jouer ensemble. En proposant à la fois des échanges interculturels (chiliens/mapuches et étrangers/mapuches), une amélioration et une conservation de l'environnement, un développement économique, un rapport équitable et contrôlé avec ses visiteurs, elle est garante, sans même peut-être le savoir, d'un développement local durable, un développement à l'échelle micro, mais sain.

Source : O. Bariotte-Sorin, 2001.

• Définitions.

Comme pour le tourisme solidaire, les visions du tourisme équitable dessinent, autour d'une réforme radicale des relations financières entre partenaires du Sud et du Nord, une ambition de durabilité.

En voici trois exemples :

• H. Fèvre (2002), fait la synthèse suivante : « [...] *les petits prestataires, principalement ceux des pays les plus pauvres, sont obligés de travailler dans des conditions difficiles et se livrent à une concurrence effrénée entre eux. Les conséquences sont alors déplorables tant pour eux-mêmes que pour l'environnement (social, économique, écologique, culturel). Face à ce constat, l'objectif est de permettre à ces prestataires (souvent ruraux) et aux touristes de vivre leur dignité et leur autonomie, en retrouvant la maîtrise et le sens de leurs actes.*

Le tourisme équitable organise les voyages autour de 6 engagements impératifs qui ont trait aux droits élémentaires de l'homme et à la transparence des relations permettant à chacun de faire valoir ses droits :

- *travailler en partenariat avec les prestataires parmi les plus défavorisés, dans une approche solidaire et pour un développement durable ;*
- *accorder le prix et la qualité des prestations, le versement d'acomptes et du solde, assurer la transparence dans le fonctionnement des différents partenaires ;*
- *s'engager pour l'amélioration de l'environnement socio-économique ;*
- *informer le touriste ;*
- *valoriser les potentiels et savoir-faire locaux ;*
- *accepter le contrôle du respect de ces principes. »*

(www.croqnature.com)

• Françoise El Alaoui (1999) : Il « *répond à une véritable option de communication* » : « *L'originalité du tourisme équitable est d'envisager le problème dans sa globalité, à l'instar du commerce équitable, et de proposer à la fois des modèles car il en faut mais aussi de « moraliser » tout le marché tel qu'il existe actuellement. Mais c'est aussi et surtout d'offrir au public - à tous les publics - un terme générique porteur d'un message fort : l'équité, c'est à dire la justice. Un terme qui ne nécessite pas beaucoup d'explications contrairement à « tourisme durable. Le tourisme équitable est donc un système proposant plus d'équité entre tous les intervenants mais aussi les « acteurs passifs » du tourisme comme les populations d'accueil et leur environnement qui n'ont pas toujours l'occasion de s'exprimer. »*

• UNAT (2002) : « L'expression de « tourisme équitable » se réfère au commerce du même nom. Né récemment de la volonté d'adopter des règles « équitables », par opposition au fonctionnement actuel du marché mondial, le commerce équitable prend en compte une juste rémunération des producteurs, exige que la traçabilité des produits soit totalement garantie, et impose un certain nombre de pratiques, comme le paiement comptant des produits afin que les producteurs puissent faire face à leurs propres échéances et investissements. Il suppose donc une organisation cohérente et une maîtrise de toute la chaîne de production. En France, l'exemple le plus ancien et le plus connu du commerce équitable est celui que proposent les boutiques d'Artisans du monde.

De la même manière, une démarche de tourisme « équitable » devrait remplir un certain nombre de conditions :

- la responsabilisation de voyageurs conscients que, par leurs actes et attitudes, ils peuvent autant favoriser le développement des populations d'accueil que le perturber ;
- la participation effective des communautés d'accueil à la définition et (au moins en partie) à la gestion des activités touristiques, les bénéfiques en étant perçus localement et majoritairement réinvestis dans des actions de développement ;
- l'engagement de tous les acteurs et opérateurs dans une volonté de partenariat à long terme, sous la forme d'une contractualisation concertée (par exemple, entre opérateurs et prestataires locaux, entre ces derniers et leur personnel, entre voyageurs et organismes de vente de séjours, etc.) »

Carte d'identité du tourisme équitable

Territoires :	toutes zones hors tourisme de masse.
Caractéristique :	outil de rééquilibrage des rapports commerciaux Nord-Sud et d'amélioration des conditions de travail.
Evolution :	ouverture sur la participation, les modes de production respectueux de l'environnement.
Affinité :	commerce équitable, tourisme éthique.
Repères :	les rapports commerciaux, les contrats de prestations et les partenariats locaux n'obéissent pas à la règle du moins disant.
Populations :	communautés locales.
Acteurs dominants :	associations, plate-forme/réseaux d'associations, agences.
Image grand public :	commerce équitable.

• Le tourisme équitable en « état positif atteint ».

Comme pour le tourisme solidaire, les éléments qui caractérisent le tourisme équitable, issus du document de F. El Alaoui (Deuxième partie, chapitre II, « Le tourisme équitable »), ont été extraits en utilisant la *Grille Transversale Pilote* à large maille du tourisme contributeur au développement durable des territoires.

Ces éléments ont été résumés, classés et traités sous une forme particulière, « l'état positif atteint », c'est-à-dire la formulation de ce que donnerait le principe considéré ou la caractéristique en question si s'ils se concrétisaient sur le terrain.

Cette façon de procéder, issue de la technique du cadre logique de projets (la méthodologie par objectif de l'Union Européenne) donne une image plus juste et plus parlante de ce que devrait (ou pourrait) être, dans le cas présent, le tourisme équitable, dans une sorte d'aboutissement idéal au regard de l'état actuel de la réflexion et de la pratique.

Organismes internationaux

- Textes du tourisme conformes au tourisme durable et équitable
- Textes et conventions appliqués

Pays d'accueil

Etat

- Flux touristiques également dans les pays du Sud marginalisés
- Devises plus justement réparties vers les pays du Sud
- Investissements touristiques financés par une réduction de l'endettement

Populations

- Communautés ayant un pouvoir décisionnel
- Populations locales participantes
- Prostitution infantine et travail forcé éradiqués

Développement local

- Bien-être des populations assuré

Environnement

- Environnement respecté

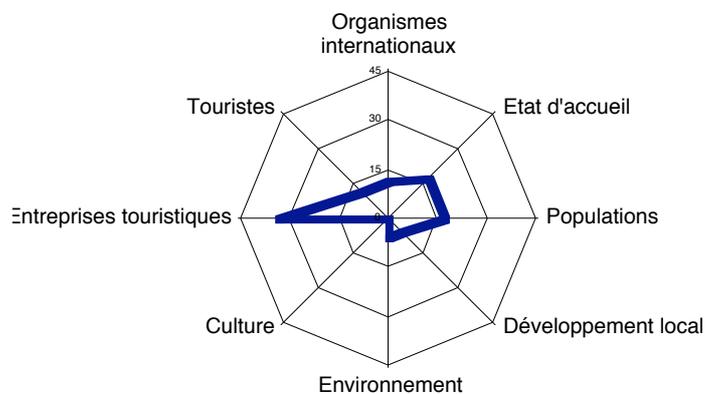
Entreprises touristiques

- Entreprises du Nord contraintes de respecter les conventions sur le droit du travail et du respect de l'environnement
- Paiement rapide et substantiel des avances et prestations pour limiter l'endettement
- Prestations payées au juste prix : salaires, droit des travailleurs, achat de devises, environnement, formation
- Partenaires du Sud plus présents dans le contrôle du marché
- Relations commerciales Nord-Sud établies à long terme sans dumping
- Nombre d'intermédiaires limité

Touristes

- Opinion publique informée des méfaits du tourisme
- Coutumes, traditions, culture et environnement des populations respectés par les touristes

• Sur le même mode de réalisation que pour le tourisme solidaire, l'**empreinte** du tourisme équitable serait la suivante (d'après F. El Alaoui, 1999) :





Le tourisme équitable entend maîtriser toute la filière, du producteur au consommateur. Mais l'entreprise se heurte à des difficultés spécifiques car, contrairement à la consommation courante, le produit touristique est variable d'une fois à l'autre, varié dans son offre, ne se transporte pas. Il consiste fondamentalement à transporter le consommateur dans le produit consommé (paysages, loisirs, sports, culture, parfois aussi solidarité...). Il est donc difficile d'apprécier la traçabilité d'un domaine où un nombre élevé d'intervenants sont plus ou moins impliqués et selon des modalités évolutives au cours du temps. Le même produit, au même tarif et pour la même destination, sera donc plus ou moins équitable.

Il n'empêche : le tourisme équitable marque sa différence avec le tourisme solidaire en affichant une volonté de respect de la personne humaine, au travail, mais aussi lors des contacts avec les populations d'accueil.

Il est moins disert que son cousin sur son accompagnement de projets de développement mais partage avec lui une faible prise en compte de la protection, de la valorisation et de la gestion durable des ressources naturelles.

Peut-on aller plus loin ? existe-t-il des formes plus avancées dans l'équité entre les partenaires et la solidarité avec les populations accueillantes ? Est-ce que le tourisme communautaire et/ou le tourisme "pour les pauvres" (Pro Poor Tourism) véhiculent un contenu plus avancé, plus *au service de* ? Ce sera l'objet du chapitre suivant.

VI. Le tourisme communautaire et *pour les pauvres*.

« La rencontre de familles françaises et marocaines permet à chacun de mieux connaître l'autre, sa culture, son environnement. Les discussions permettent des échanges de points de vue et la vie au quotidien offre mille occasions de repenser ses propres habitudes et convictions. Des voyageurs nous disent qu'ils en reviennent différents. Les familles marocaines apprennent à voir les français hors des stéréotypes qu'ils connaissent, sont curieux et souvent étonnés et heureusement surpris des contacts qu'ils arrivent à établir avec leurs "invités". Ils apprécient par ailleurs d'améliorer leur français et en retirent souvent une certaine fierté de leur patrimoine culturel et notamment culinaire, qu'ils avaient tendance à déprécier. »

Source : Marie-Annick Durillon-Kéchouri, 2003, inédit.

Inde.

Avant de parler de ce tourisme connu de tous et pratiqué par une infime minorité de voyageurs, nous avons décidé de participer à l'un de ces séjours. Notre choix s'est arrêté sur l'association Mass Education, au sud de Calcutta (Inde), une initiative 100 % indienne. Environ 25 % du tarif journalier payé par le visiteur est consacré aux actions de l'association.

[...] l'hébergement se situe loin du quartier international, dans les faubourgs de Calcutta. Un guide nous a accompagnés dans les différentes structures financées par cette association (qui a d'autres sources de revenus) : un hôpital, une école de quartier pour les enfants des rues, des projets de microcrédits. Activité principale : l'échange. Nous avons passé nos journées à discuter avec toutes sortes de gens : instituteurs, médecins, agriculteurs, enfants ou ados... Ce dialogue à bâtons rompus nous a permis de poser les questions qui nous taraudaient secrètement depuis le début du voyage et de mieux comprendre ce pays. Une expérience humaine riche !

Mass Education propose aussi différentes excursions touristiques dans les environs, avec un guide, pour que ceux qui le souhaitent puissent aussi découvrir les merveilles du Bengale. l'accueil de cette ONG ne répond pas toujours aux critères occidentaux. Il peut être difficile de savoir exactement quelle partie du prix va être consacrée aux actions menées et à quelles actions précisément. Ceux qui aiment se laisser prendre en charge seront aussi déçus.

De même, certains visiteurs que nous avons rencontrés auraient aimé se sentir plus utiles et avoir des activités en relation avec les gens rencontrés. Aider un agriculteur ? S'occuper des enfants dans l'une des écoles ? C'est possible, mais il ne suffit pas de cocher une case sur un fascicule et cette aide doit être vraiment utile. Le voyageur doit, plus qu'ailleurs, préparer son voyage et devenir acteur de son séjour, sans se laisser porter d'un bout à l'autre. La logistique et le réseau de contacts de l'association ainsi qu'un guide sont à la disposition des visiteurs, mais ils doivent ensuite composer eux-mêmes leur voyage.

Telle est la philosophie de ce type de tourisme, à des degrés différents selon les organisations (certaines proposent des voyages plus encadrés). Et rappelons enfin que ce secteur n'en est qu'à ses balbutiements: les plus actifs de ces tour-opérateurs équitables emmènent moins de 400 personnes chaque année.

Source : TREK Magazine-44, juillet 2003 p.24-25

Maroc.

Maroc chez l'habitant est une petite structure qui, depuis 3 ans, organise des séjours chez l'habitant dans tout le Maroc pour des particuliers. Les familles d'accueil sont marocaines et de tous milieux sociaux.

Impacts constatés (à notre niveau, ce sont de toutes petites choses... mais qui sont intéressantes à signaler):

- *sociaux et économiques* : l'indemnité de séjour est donnée à la mère de famille directement : elle est valorisée sur une activité qui ne l'était guère (ménage, préparation des repas, accueil des invités,...) et gère souvent elle-même ce complément de revenus. Nous avons constaté qu'en général, elle l'utilise pour améliorer sa vie quotidienne et le confort de la maison (machine à laver, chauffe-eau, mobilier,...) ou bien pour l'éducation des enfants (payer l'école, des cours particuliers, des études à l'étranger pour les plus aisés).

- *culturels* : ce sont les impacts les plus importants. La rencontre de familles françaises et marocaines permet à chacun de mieux connaître l'autre, sa culture, son environnement. Les discussions permettent des échanges de points de vue et la vie au quotidien offre mille occasions de repenser ses propres habitudes et convictions.

[...]

- *personnels* : les femmes développent petit à petit des compétences comme le respect des engagements pour les réservations, le respect des voyageurs qu'ils soient sympathiques ou non, la gestion d'un petit budget pour les repas, la connaissance sur l'histoire ou les monuments de leur ville, même aller au café internet et apprendre à utiliser les emails ... Ainsi que le sens des responsabilités, notamment pour des anciennes familles d'accueil qui soutiennent les nouvelles lors de leurs premiers séjours.

Document inédit – Maroc chez l'habitant - Marie-Annick Durillon-Kéchouri, 2003.

Botswana.

The village of /Xai-/Xai is situated in north-west of Botswana, about 10 km east of the Namibian border. /Xai-/Xai is in Controlled Hunting Area NG4, and the community manages the wildlife and natural resources of both NG4 and NG5. About 400 people live in /Xai-/Xai, 80% of whom are Ju/'hoansi¹⁴ Bushmen (San or Basarwa), the rest of whom are Baherero (a cattle-herding people who originated from Namibia), and government workers.

[...]

Therefore, /Xai-/Xai decided to embark on self-managed tourism, though this type of tourism entails many difficulties. At the beginning, community members had almost no idea what tourism is or what tourists want – training was required with lots of practice sessions (the first SNV natural-resource-management advisor invited friends from Holland to be the guinea pigs!). /Xai-/Xai is in the bush – there are no phones or electricity, and it requires a sturdy four-wheel-drive vehicle to make the six-hour journey from Maun, or a 40-minute flight by light aeroplane.

[...]

There are many reasons why self-managed tourism was chosen by the /Xai-/Xai community. It offers:

- **a source of cultural preservation** for the Bushmen; a way to retain and revitalise a sense of pride in the knowledge and history of a minority group which is harshly discriminated against in Botswana;
- **an income-generating project that is based on knowledge that the people already possess;**
- **a tourism niche that is very rare** – there are very few places in the world where you can see Bushmen perform the trance dance and hunt and gather on land they have lived on for centuries. The eco-tourism market is specialised but growing, and /Xai-/Xai offers a culturally- and environmentally-responsible experience with Bushmen, that is owned and directed by the people themselves;
- **an enterprise that provides employment to both men and women** – their roles are firmly defined but equally valued and necessary.

In Botswana the Bushmen are a minority, and a severely marginalised one. Under the Botswana government policy of 'one nation – one people' the Bushmen are not singled out as 'special'. However, in practice they are seen as a primitive people, even having been referred to as 'animals' and 'uncivilised' because of their history of living from the land, their lack of cattle, and differences in language and physical appearance. Most of the Bushmen in Botswana live in the dry and remote west, in small settlements with very few economic opportunities.

The tourism opportunities in /Xai-/Xai have shown the Bushmen residents that there are actually people who value their history and knowledge and who will pay to see their skills. The tourism is a source of pride in a culture that has generally not been highly valued in Botswana. Not that it is aimed to keep Bushmen in stasis – the skills and money they gain can be used in any venture they might choose. It is hoped that the activities will result in self-esteem and motivation that will spur the people of /Xai-/Xai to invest in their future and to pursue self-development. In that sense, tourism and CBNRM activities are a jumping-off point.

Source : Tara Gujadhur and Charles Motshubi, 2001

Namibie et Ouganda.

[traduction libre]

Les associations CBT (Community Based Tourism) de Namibie (NACOBTA) et d'Ouganda (UCOTA) visent à augmenter les revenus financiers des « communautés faibles » par l'amélioration et l'expansion du segment CBT de l'industrie touristique et par une intégration plus large des modalités CBT dans l'industrie traditionnelle. Ces deux organismes fonctionnent simultanément à trois niveaux:

- au niveau local, en fournissant un appui sous forme de formation, de financement, d'assistance technique et de marketing à différentes entreprises CBT;
- au niveau du secteur privé, en incitant ce dernier à appuyer et parrainer des entreprises CBT (NACOBTA seulement) et en facilitant le développement de partenariats entre le secteur privé et les communautés locales ;
- au niveau politique, par l'incitation et la promotion de réformes institutionnelles soutenant le tourisme communautaire, et par un rôle de porte-parole de groupes marginalisés.

C'est au niveau micro que la plupart des progrès ont été constatés, avec des activités se focalisant autour de la formation, l'assistance technique et le conseil en affaires - concessions et prêts pour le développement d'entreprise, amélioration du marketing...-. Beaucoup d'initiatives sont maintenant bien établies et autosuffisantes. Cependant, on note, pour NACOBTA en particulier, une limite à sa capacité de répondre en niveau et en volume de formation aux besoins d'un nombre croissant d'entreprises.

L'établissement de liens avec le secteur privé est considéré comme un processus lent mais critique.

[...] L'étude de cas montre le besoin de qualification en gestion des affaires, de maîtrise complète du fonctionnement de l'industrie et d'une culture d'entreprise pour gagner en crédibilité vis à vis du secteur privé ou en capacité de négociation efficace avec lui. Le travail de niveau politique est également lent, et il apparaît difficile de séparer les impacts des interventions directes de NACOBTA/UCOTA de ceux qui découlent d'un processus plus large de développement d'une politique spécifique.

Bien qu'il soit difficile de dire quelle part de la progression du tourisme communautaire en Namibie et en Ouganda peut être attribuée spécifiquement à NACOBTA ou UCOTA - par opposition à une politique plus large - il est clair que ces deux outils jouent un rôle important et stimulent le changement.

Les points forts de l'étude de cas sont:

- l'importance de l'existence de structures d'adhésion pour fournir une « voix pour les pauvres » et favoriser le PPT (Pro Poor Tourism) à tous les niveaux ;
- la dépendance de tels organismes vis à vis des financements externes et les implications sur leur viabilité à long terme ;
- le besoin énorme de qualifications en gestion des affaires - marketing, planification stratégique, connaissance générale de l'industrie de tourisme – pour l'autosuffisance des entreprises membres et leur capacité à concurrencer le secteur privé.

Source : E. Williams, A. White et A. Spenceley, 2001 (résumé de l'étude de cas PPT Working Paper n°5)

• Définition(s).

• Le *Pro-Poor Tourism* (PPT, tourisme pour les pauvres) inclut des activités variées, depuis l'entreprise privée désireuse d'augmenter ses relations économiques avec des partenaires pauvres au programme national visant la participation des pauvres à tous les niveaux. Les stratégies PPT sont de trois grands types : l'extension des avantages économiques pour les pauvres, l'augmentation des impacts non-économiques, le développement de politiques, processus et partenariat « *pro-pauvres* ».

A l'heure actuelle, il est difficile de juger de la rentabilité du PPT : les initiatives en cours ont dû *apprendre à marcher en marchant*, ce qui augmente les investissements nécessaires. Cependant, si les revenus locaux futurs, les avantages non financiers et les modifications de politiques pro-pauvres étaient évalués, les rapports coûts-rendements montreraient probablement un retour positif.

• La lutte contre la pauvreté : le tourisme aussi ?

Au cours du Sommet du Millénaire, à la fin de l'année 2000, la communauté internationale, dont la France, a pris des engagements qui se traduisent par une série d'objectifs à atteindre :

Bien-être économique

• Réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté (revenu inférieur à un dollar par jour) par rapport au chiffre de 1990.

Développement social

- Scolariser tous les enfants dans l'enseignement primaire;
- Progresser vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 ;
- Réduire des deux tiers les taux de mortalité infantile et juvénile d'ici 2015 par rapport au taux de 1990;
- Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle entre 1990 et 2015;
- Mettre les services de santé génériques à la disposition de tous ceux qui en ont besoin d'ici à 2015;
- Réduire de moitié le nombre de personnes victimes de la faim (évalué à 800 millions) et de la malnutrition (Rome, 1996).

Préservation et régénération des ressources naturelles

• Appliquer des stratégies nationales axées sur le développement durable d'ici à 2005, de manière à réparer les dommages causés aux ressources environnementales d'ici à 2015.

Dans le cadre de la présente étude, la question est la suivante : *dans quelle mesure le tourisme, activité de masse en concurrence interne féroce, peut-il contribuer à la réduction de la pauvreté des populations qu'il ignore massivement et donc concourir aux objectifs définis par le sommet du Millénaire ?*

Pour ODI (Overseas Development Institute), la réponse est la suivante (traduction libre) : « *Bien que le tourisme pro-pauvre rejoigne d'autres approches telles que le tourisme durable et responsable, le CBT ou l'écotourisme, sa caractéristique principale est qu'il met les personnes pauvres et la pauvreté au premier rang des priorités.* ».

Plus précisément :

• Par rapport au *tourisme durable*, l'aspect social de l'activité est central et non un volet annexe d'un noyau dur de durabilité environnementale. Une autre différence est que le PPT est conçu spécifiquement pour tenir compte des contraintes et des pressions de pauvreté des pays du Sud tandis que beaucoup d'initiatives de tourisme durable concernent des destinations classiques, telles que la Méditerranée.

• Par rapport à l'*écotourisme*, issu d'une logique de répartition d'avantages locaux considérés comme incitation à la conservation ou au développement d'activités alternatives à l'exploitation non durable des ressources, le tourisme pour les pauvres ne vise pas à utiliser ses recettes pour des objectifs de conservation mais pour fournir des avantages nets aux pauvres, seul but en soi.

• Par rapport au *CBT*, qui vise à augmenter la participation des habitants à l'activité touristique, le *PPT* cherche à impliquer plus de personnes que quelques foyers d'une communauté. Il exige des mécanismes pour permettre une implication des pauvres à tous les niveaux et stades opérationnels.

A ce stade de la démonstration, ODI note cependant (traduction libre) : « *Après avoir accentué les différences, il est important de préciser que beaucoup d'initiatives CBT, responsables, durables et éco-, sont en réalité pro-pauvres dans leur impact et sont de bons exemples de « stratégies de PPT » sans en porter l'étiquette. La différence est plus dans la perspective, une dynamique PPT affichant une autre priorité et accentuant les effets sur les pauvres.* » (www.odi.org.uk).

D'après les recherches et expériences récentes en Inde, en Indonésie, en Namibie, au Népal, aux Philippines, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe le constat de base est que les plus pauvres des habitants des territoires concernés ont peu d'avantages directs issus du tourisme tout en supportant des coûts. Il est donc important de minimiser ces coûts tout en maximisant les avantages, par exemple l'emploi occasionnel et semi-qualifié, par des stratégies variées au sein de l'industrie touristique entière.

La *discrimination positive* en faveur des pauvres découle (traduction libre) « *de la façon dont ils peuvent participer économiquement à l'industrie - les impacts non-économiques devant être également considérés. Un éventail de facteurs s'étendant du local (les capitaux, la place des femmes, les stratégies de vie) à l'environnement institutionnel (lois, règlements), aux caractéristiques commerciales du contexte (segments du marché) et au type de participation sont autant de contraintes qui peuvent être réduites.* » (C. Ashley, C. Boyd & H. Goodwin, 2000)

Quelques exemples de tourisme « pour les pauvres »

[traduction libre]

- Dans la baie de *Ha Long* au *Vietnam*, une douzaine de famille environ possèdent des hôtels privés, mais l'implication locale va bien au-delà, jusqu'à environ 70 à 80% de la population. A côté des emplois dans ces hôtels, des femmes partagent la gestion de six restaurants de plein air (pâtes), beaucoup de femmes et d'enfants sont des vendeurs ambulants et n'importe qui, s'il possède un bateau ou une motocyclette, peut le louer à un touriste.
- Les touristes domestiques et régionaux sont particulièrement importants pour les entrepreneurs individuels et les propriétaires de petits établissements. Des études à *Yogyakarta* en *Indonésie* et ailleurs en *Asie du Sud-Est* montrent que les touristes résidents et venants d'autres pays asiatiques achètent plus aux vendeurs locaux que les touristes occidentaux.
- A *Bali*, la plupart des restaurants sont contrôlés par les familles ou les *Sekaha*, associations volontaires basées sur des principes clairs de division du travail et de revenu. Ce système est également employé pour les locations de voitures, bicyclettes, minibus et restaurants.
- A *Mahenye* dans le Sud-Est du *Zimbabwe*, la communauté locale bénéficie largement des revenus d'un accord de location de deux lodges. Ceci n'a été réalisé que grâce à la possession des droits de leasing par la communauté et les autorités locales, l'appui du conseil local qui a soutenu les intérêts de la communauté et l'appui institutionnel fourni par le programme *CAMPFIRE*.
- Au *Kwazulu Natal* en *Afrique du Sud*, des femmes vendeuses d'objets artisanaux ont des points de vente à l'intérieur de certains parcs tandis qu'au *Zimbabwe*, dans le *Gonarezhou National Park*, un des souhaits des communautés locales est l'installation d'un marché à l'entrée du parc.
- En *Namibie*, chaque employé ou saisonnier de l'entreprise *Penduka* fait vivre entre 30 et 50 personnes, ce qui fait que 10 920 personnes bénéficient de retombées financières.

Sources : C. Ashley, C. Boyd & H. Goodwin, 2000 et OMT, 2002.

Carte d'identité du tourisme *pro-pauvres*

<i>Territoires :</i>	zones indifférentes.
<i>Caractéristique :</i>	en théorie, implication de pauvres à un maximum de niveau : acteurs, bénéficiaires.
<i>Evolution :</i>	vers des politiques de discrimination positive et la professionnalisation.
<i>Affinité :</i>	solidarité, relations Nord-Sud, accords internationaux.
<i>Repères :</i>	l'affichage et les mécanismes « pro-pauvres » doivent être évidents pour les touristes, économie informelle, <i>petits boulots, débrouille</i> .
<i>Populations impliquées :</i>	communautés locales dites « pauvres ».
<i>Acteurs dominants :</i>	associations, TO, agences, institutions, institutions financières.
<i>Image grand public :</i>	approche anglo-saxonne des relations Nord-Sud.

• Le tourisme communautaire (CBT) forme *adoucie* du tourisme pro-pauvre ?

Dora Valayer et Isabelle Bourboulon (2002), proposent la définition suivante du tourisme communautaire : « *Encore peu utilisé, le mot désigne les formes touristiques proposées et gérées par les populations locales elles-mêmes, formes qui s'intègrent de façon harmonieuse dans les diverses dynamiques collectives du lieu d'accueil. En respectant l'environnement naturel et social de ces communautés, le tourisme communautaire est sans doute l'héritier le plus fidèle du tourisme intégré.* »

D'après le contenu des interventions de NACOBTA et d'UCOTA, deux plate-formes représentatives des communautés gestionnaires d'écotourisme et de tourisme ethnique et culturel en Namibie et en Ouganda, il s'agit aussi de lutter pied à pied avec le secteur privé et, pour cela, entrer dans des logiques organisationnelles et une culture d'entreprise sans doute bien différentes des traditions locales. En ce sens, le CBT est autant un processus *intégré* de diffusion de la culture de la *concurrence* qu'une dynamique s'intégrant de façon harmonieuse et respectueuse à l'environnement naturel et social du lieu où elle s'implante.

Carte d'identité du tourisme *CBT Community Based Tourism*

<i>Territoires :</i>	zones défavorisées, enclavées, dévitalisées.
<i>Caractéristique :</i>	activité gérée en quasi-totalité par des communautés locales marginalisées, culturellement marquées.
<i>Evolution :</i>	ouverture sur la professionnalisation, la mise en réseau et la promotion d'un tourisme de niche.
<i>Affinité :</i>	écotourisme, ethnotourisme, tourisme culturel et de nature.
<i>Repères :</i>	les visiteurs sont pris en main par des familles et des habitants du lieu de destination.
<i>Populations impliquées:</i>	communautés locales via une représentation choisie par ses membres (coutume, tradition, organisation <i>ad hoc</i>).
<i>Acteurs dominants :</i>	associations, TO, agences.
<i>Image grand public :</i>	approche anglo-saxonne de l'écotourisme.



Après le développement durable, la lutte contre la pauvreté ?... Acceptons d'entrer dans la logique de l'essorage des concepts. Il y a peut-être à grapiller quelques secondes dans notre course collective contre la montre du *toujours plus*...

Le tourisme "pour les pauvres" (PPT) découle d'une logique descendante, celle de l'engagement des Etats dans leur récente lutte contre la pauvreté. Mais quelle pauvreté ? Quelles en sont les causes ? Quels seront les résultats de cette lutte sur la capacité de charge de notre planète si la consommation du *toujours plus* explose ?

Le PPT est un outil de politiques économiques réhabilitant le secteur informel, les dynamiques locales, la créativité du terrain. Enfin. Mais il demande à être suivi, évalué, capitalisé, diffusé, sous peine d'encombrer une scène où le solidaire, l'équitable, l'éthique... peinent à acquérir la chair d'une action reconnue et le sang d'une réelle capacité à résister aux pentes naturelles du tout économique. Le *Pro Poor Tourism* doit être validé et évalué sérieusement sur sa capacité à atteindre les objectifs du sommet du Millénaire.

Sa forme touristiquement plus classique, le tourisme communautaire, *Community Based Tourism* "CBT", apparaît comme la forme *indigène* et *endogène* d'un écotourisme diffus en recherche d'un surcroît de solidarité et de co-gestion. Il est une vraie solution, sans doute, pour nombre de populations marginalisées. Mais là aussi, les dangers sont permanents. Couplé à une incitation au tourisme captif local, régional ou national - l'exemple philippin et ses 6% de dépenses supplémentaires par rapport aux touristes étrangers (OMT, "Tourism & Poverty Alleviation", 2002) - et à une transparence comptable, le CBT est sans aucun doute une piste sérieuse de développement local.

En ce qui concerne la durabilité, la question reste encore en suspens et les clés largement dans des mains...*étrangères*.

VII. Le tourisme durable

« Est-ce à dire qu'un bon touriste est celui qui reste à la maison et regarde un documentaire sur le pays qu'il souhaitait visiter puisqu'il ne pollue pas et ne perturbe pas le milieu ethnologique ? Non évidemment, mais par nature, le développement touristique ne peut se concevoir que dans le cadre d'une stratégie globale des transports et de partage des ressources [...] »

Gilles Caire & Monique Roulet-Caire, 2002.

Equateur.

Les partenaires :

- ONZAE (Organisation de la nationalité Zapara d'Equateur) filiale de la CONFENIAE (CONFédération des Nationalités Indigènes de l'Amazonie Equatorienne) et de la CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes d'Equateur).
- L'agence de tourisme solidaire Iari Inti Travels, créée en mai 2001, propose un circuit d'écotourisme de développement communautaire de la nationalité Zapara pour préserver et protéger la terre ancestrale, ses villages et sa culture.

Origine et objectifs du projet :

Les communautés Zaparas d'Equateur connaissent actuellement de graves difficultés. Leur culture, leur patrimoine et leur langue sont en péril : il n'y a plus que quelques centaines de zaparas et seuls une quarantaine d'entre eux parlent encore le zaparo. Pour éviter sa disparition, la culture Zapara a été reconnue comme Patrimoine Oral et Immatériel de l'Humanité par l'UNESCO en 2001. L'avancée des compagnies pétrolières, à la recherche de nouveaux gisements, constitue un risque majeur pour le maintien des communautés sur leurs territoires ancestraux. L'activité pétrolière, telle qu'elle est pratiquée depuis 20 ans, nuit gravement à la santé des indigènes (eczéma, cancers, maladies des bronches...) compte tenu des pollutions induites de cette exploitation (lagons, rivières, sol, atmosphère...). Enfin, l'inexistence d'infrastructures sociales de première nécessité, l'absence de travail et l'appauvrissement des communautés ont conduit à la création d'une organisation regroupant l'ensemble des communautés Zapara (ONZAE) afin d'unir leurs forces pour défendre leurs droits et leur liberté.

Afin d'éviter la disparition de cette culture, des projets ont été initiés par l'ONZAE tels que la création d'écoles pour apprendre le zaparo aux jeunes, des recours devant les tribunaux pour l'obtention de titres de propriété de territoires ancestraux, des actions pour le maintien des connaissances de la médecine traditionnelle... Pour financer une partie de ces initiatives il a été décidé de créer l'agence Iari Inti Travels. Elle est malheureusement sur le point de cesser son activité faute d'une diffusion suffisante et de moyens financiers permettant de réaliser les investissements nécessaires à son fonctionnement. Pourtant, les indigènes zaparas ont une connaissance conséquente de la forêt amazonienne qui présente une très riche biodiversité de la flore et de la faune à son état naturel. Afin de permettre une meilleure diffusion de leur culture et de leurs savoirs, Terres Lointaines a décidé de réaliser une collaboration avec cette agence d'écotourisme locale pour proposer, en France, ce circuit de tourisme solidaire avec les communautés Zaparas d'Equateur.

Le premier objectif de Terres Lointaines est de réaliser un circuit touristique solidaire respectant culture, coutumes, traditions et environnement. Il s'agit avant tout de constater ce que l'agence touristique et les communautés proposent comme circuit et comme organisation. Il nous faut aussi connaître le rôle des communautés dans la prise de décisions au sein de l'ONZAE et vérifier s'il s'agit d'un fonctionnement démocratique respectant l'intérêt communautaire. Nous réaliserons donc un diagnostic sur place puis une description détaillée du circuit écotouristique qui sera proposée en concertation tripartite : Terres Lointaines, Iari Inti Travels et l'ONZAE. Ce diagnostic fera l'objet d'un rapport exhaustif de la situation locale.

[...]

Perspectives :

Le plan de développement communautaire de l'organisation de la nationalité Zapara (ONZAE) prévoit l'élaboration de programmes alternatifs de tourisme afin de générer un développement propre à la culture Zapara.

.../...

.../...

3 types de développement sont envisagés :

- *développement économique* : dégager des bénéfices de l'activité touristique (agence Iari Inti Travels), créer des emplois de différents types (guide communautaire, secrétaire, cuisinier, porteur, chauffeur...).
- *développement social et culturel* : définir et défendre son ambition territoriale par l'obtention de titres de propriété des territoires ancestraux, promouvoir la culture Zapara pour revitaliser une culture en voie de disparition, faciliter les échanges culturels entre les touristes et les communautés, échanger le savoir faire artisanal et faire participer à la vie communautaire (pêche, navigation, préparation des repas...)
- *développement environnemental* : développer l'utilisation des ressources naturelles en respectant les coutumes traditionnelles, faire connaître la faune et la flore amazonienne qui disparaissent chaque jour un peu plus face au défrichement et à la pollution générée par les compagnies pétrolières, et ainsi faire prendre conscience de l'importance de cette biodiversité pour l'équilibre de notre planète (éducation à l'environnement), entreprendre les actions en justice nécessaires au respect des droits des communautés indigènes et pour la protection du milieu naturel.

Les bénéficiaires du projet sont les 400 membres de l'organisation de la nationalité Zapara d'Equateur (ONZAE) et bien d'avantage si l'on tient compte de la protection de l'environnement. Ce projet de développement participe à la survie des populations indigènes d'Amazonie équatorienne. Ceci passe par une action axée sur le développement social des communautés, dans le respect de l'environnement, en s'appuyant sur les savoirs faire culturels et la mise en valeur du patrimoine tant matériel qu'immatériel. **Ce projet, dont les communautés elles-mêmes en sont les instigatrices par le biais de l'organisation les représentant (ONZAE), s'inscrit dans une démarche de développement durable.**

Evaluation du projet :

Elle concernera la satisfaction des touristes concernant le séjour, la satisfaction des communautés (ONZAE), les bénéfices dégagés localement et la part réinvestie dans des projets de développement local des communautés Zaparos. Enfin, Terres Lointaines vérifiera sur place les conditions dans lesquelles se déroulent le circuit écotouristique pour s'assurer qu'elles répondent aux critères établis dans la Charte (éthiques, environnementaux, culturels...).

Cette évaluation pourra être réalisée par le guide accompagnateur de Terres Lointaines qui participe au séjour.

La collaboration entre Terres Lointaines et Iari Inti Travels se perpétuera par l'activité de tourisme solidaire. Du processus d'évaluation, l'objectif sera de passer à un processus de concertation continu pour un partenariat durable.

Les projets de développement qui seront initiés par les communautés Zaparos pourront faire l'objet d'un partenariat avec Terres Lointaines ou d'autres partenaires spécialisés.

Source : site www.terres-lointaines.com

Nota bene : cette action se présente sous l'étiquette écotourisme, tourisme solidaire et développement durable. C'est cette dernière perspective qui justifie sa place dans ce chapitre.

• **Définition(s).**

• Le tourisme durable désigne « toute forme de développement, d'aménagement ou activité touristique qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles, culturelles et sociales, et contribue de manière positive et équitable au développement économique et à l'épanouissement des individus qui vivent, travaillent et séjournent dans ces espaces. »

• D. Valayer et I. Bourboulon (2002) font un petit historique du thème : « Bien qu'utilisé ces dernières années dans des sens divers, le terme se réfère à ce qui en matière de tourisme peut se rapporter au concept de durabilité, tel que défini, en 1992, lors du Sommet de la Terre de Rio. Le qualificatif « durable » ayant été adopté, non sans hésitation d'ailleurs, pour traduire le mot anglais « sustainable ». Cette extension du concept au tourisme a pris forme en 1995 au cours d'une réunion organisée à Lanzarote (Îles Canaries) par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), à laquelle participaient plusieurs centaines de partenaires du tourisme et qui a donné lieu à la publication de la « Charte du tourisme durable », document de référence s'il en est (remarquons d'ailleurs que cette charte n'a connu, de la part de l'OMT, qu'une diffusion restreinte... C'est seulement grâce aux efforts

des associations qu'elle a pu être distribuée plus largement). Ce document, très novateur à l'époque, insiste sur le respect des populations et de leur environnement dans la « durabilité » de l'activité touristique, mais sans faire mention cependant de leur droit à la liberté d'expression et de choix. »

Pour la première fois, le tourisme est donc incité à « pleinement s'intégrer dans l'économie locale et contribuer de manière positive au développement économique local (article 7), se baser sur des mécanismes efficaces de coopération à tous les niveaux: local, national, régional et international (article 4), considérer ses effets induits sur le patrimoine culturel et sur les éléments, les activités et la dynamique traditionnels de chaque population locale. La reconnaissance de ces facteurs locaux et le soutien de leur identité, de leur culture et de leurs intérêts doivent être des points de référence incontournables lors de la conception des stratégies touristiques, en particulier dans les pays en voie de développement. » (article 3).

• SNV, organisme de coopération néerlandais, résume les fondamentaux du « développement durable du tourisme » (2001) de la manière suivante (traduction libre) : « SNV considère le « développement durable du tourisme » comme une stratégie de développement à objectifs multiples caractérisée par : un développement socio-économique et un renforcement des capacités économiques, une participation locale et une capacitation [« empowerment »] sociale et politique, une viabilité économique, une viabilité écologique, une prise de conscience socio-culturelle et une augmentation de l'équité homme-femme. ». On voit dans cette conception que les préoccupations dépassent le volet environnemental pour se rapprocher des critères du CBT, des pratiques du tourisme solidaire et des règles du tourisme équitable.

Carte d'identité du tourisme durable

<i>Territoires :</i>	grands territoires, pays, échelle supra-nationale.
<i>Caractéristique :</i>	planification globale issue de l'aménagement du territoire, mise en œuvre partenariale adossée à des dispositifs institutionnels.
<i>Evolution :</i>	ouverture sur le « micro », développement de cahiers des charges et d'outils de pilotage, processus de labellisation/certification.
<i>Affinité :</i>	environnement, développement durable.
<i>Repères :</i>	les références environnementales sont dominantes.
<i>Populations impliquées:</i>	communautés locales via une représentation choisie par ses membres (coutume, tradition, organisation <i>ad hoc</i>).
<i>Acteurs dominants :</i>	institutions, entreprises, agences, ONG.
<i>Image grand public :</i>	assimilation au développement durable.

• L'exemple de la Caraïbe.

La convention pour la création de la zone de tourisme durable de la Caraïbe est un exemple concret, appliqué et récent de la notion de tourisme durable. On supposera que ce texte se situe au point de rencontre du général et du particulier, c'est-à-dire qu'il reflète les spécificités et les caractéristiques propres de la zone caraïbe. Il est donc, en principe, une forme opérationnelle et pertinente, à l'échelle régionale, de cette forme de tourisme.

Article 1 Objectif : « L'objectif [...] est l'établissement de la Zone de Tourisme Durable de la Caraïbe [...] dans laquelle le développement du tourisme sera conditionné par la durabilité et les principes d'intégration, de coopération et de consensus, afin de faciliter le développement intégral de la région de la Grande Caraïbe. »

Voyons comment l'objectif de tourisme durable de la Caraïbe est décliné, au titre des obligations des Parties (article 3/B), sur le même mode des « états positifs atteints » :

Organismes internationaux : sans mention

Pays d'accueil

Etat

- Politiques et instruments financiers favorisant le développement d'entreprises touristiques durables
- Stratégies et plans d'actions spécifiques pour promouvoir le tourisme (produits, valeur ajoutée, demande)
- Cadres légaux et réglementaires ratifiés pour consolider la ZTDC

Populations

- Communautés parties prenantes des décisions
- Communautés parties prenantes de la planification
- Communautés bénéficiant du développement du tourisme

Développement local

Qualité de vie améliorée par une éducation au tourisme durable

Environnement

- Espaces naturels à usage touristique protégés, préservés, exploités et gérés durablement
- Eaux usées et déchets gérés par les meilleures techniques disponibles
- Energies alternatives utilisées

Culture

- Identité et valeurs culturelles renforcées et protégées pour renforcer l'image de destination touristique de la région
- Territoires, sites
- Destinations classées par rapport à la qualité environnementale

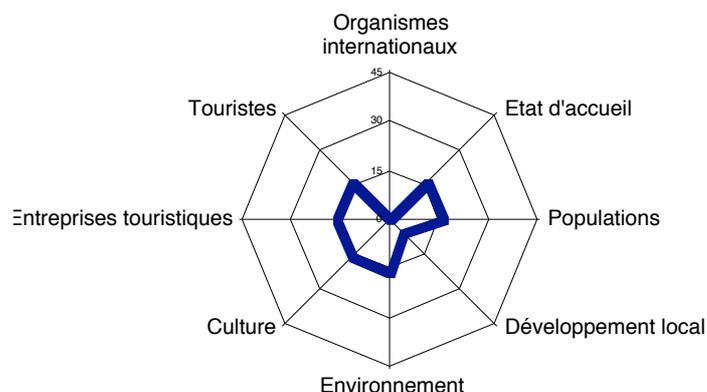
Entreprises touristiques

- Prise de conscience de l'importance du tourisme par l'éducation
- Prestations améliorées par une éducation au tourisme durable
- ... Entreprises classées sur leurs performances en matière de qualité environnementale

Touristes

- Infrastructures et services de base améliorés dans les lieux d'accueil
- Prise de conscience de l'importance du tourisme par l'éducation
- Garantie de qualité environnementale donnée par un système de classification

• L'**empreinte** du tourisme durable (d'après l'exemple de la « Convention pour la création de la zone de tourisme durable de la Caraïbe », 2001) serait la suivante :



• Le tourisme durable est-il durable ?

La question est évidemment à tiroir et suppose que les idées soient claires sur l'état de non-durabilité. Parmi les doutes partagés sur la *durabilité du tourisme durable* figure la question des transports, sortie timidement des tabous et des non-dits. Anne Amblès (2003) fait une analyse critique de ce volet :

**Quelle mobilité pour le tourisme ?
le tourisme responsable à l'épreuve du transport non responsable.**
© Anne Amblès, 2003

La sous-tarification des transports est un pilier de la mondialisation des échanges. L'externalisation d'une partie de leur coût est endossée par la collectivité : maladies dûes à la pollution, atteintes à l'environnement etc. La sous-estimation du coût des matières premières utilisées rend également possible cette sous-tarification. Cette augmentation artificielle du volume des transports favorise la planification d'infrastructures, au Sud comme au Nord : construction de complexes hôteliers en Thaïlande, constitution de réserves naturelles en Namibie, terrains de golf aux Philippines et... forcément, il faut de nouveaux aéroports en Picardie, près de Toulouse et ailleurs. L'accaparement foncier lié au tourisme sévit partout dans le monde. Des voyageurs « responsables » renforcent cette tendance – certes très modestement – en programmant des destinations lointaines.

L'association **Transverses** alerte depuis plusieurs années sur la multiplication des séjours lointains et la disproportion entre distance et temps de séjour. Le réseau **DANTE** (Die Arbeitsgemeinschaft für Nachhaltige Tourismus Entwicklung – Groupe de travail pour le développement touristique durable) a proposé à la Conférence de Johannesburg une analyse et des défis qui font référence (www.alliance21.org/fr/proposals/summaries/tourisme.htm : ch. 2 Climat : Transports / Energie).

Les transports automobiles sont eux aussi consommateurs d'espace et d'hydrocarbures. On estime que « 5 à 7 % des émissions de gaz à effet de serre de la France sont dues aux transports touristiques » (La Gazette officielle du Tourisme, N° 1570, 3 janvier 2001). « Avec le raccourcissement de la durée des séjours et la multiplication des courts séjours, le nombre de km parcourus pour les vacances a augmenté de 31% entre 1982 et 1994 » (idem).

La prise de conscience écologique peut-elle convaincre de privilégier le train, la marche, le roller, le cheval et le vélo ?

Seul le groupement allemand de voyageurs **forum anders reisen** mentionne dans sa charte des critères précis concernant la mobilité et les autres aspects du développement durable :

- Aucun vol n'est proposé pour une distance inférieure à 700 km.

Pour des vols sur des distances de 700 à 1200 km, d'autres acheminements sont proposés et la durée minimale des séjours est de 8 jours ; pour des vols supérieurs à 2000 km, elle est de 15 jours.

- On utilise les transports en communs de préférence aux moyens de locomotion privés.
- La mobilité lente, autant que possible non motorisée, est essentielle.
- Les voyageurs sont encouragés à informer leurs clients sur l'impact écologique des différents moyens d'acheminement.

(www.forumandersreisen.de/, en collaboration avec le groupe de travail L.U.S.T. de l'Université de Lüneburg).

Dans une perspective d'éducation, on peut envisager de mettre davantage l'accent sur l'information quant à l'impact écologique des transports et autres activités, afin que les touristes soient plus responsables et volontaires que contraints d'obéir.

Document inédit - Anne Amblès, « Quelques interpellations quant à l'avenir du tourisme responsable », août 2003.

• Les perspectives du tourisme durable.

On l'a vu avec la SNV, les exégètes du tourisme durable font évoluer le concept - pourtant large - en l'hybridant aux développements et pratiques des notions d'éthique, équité, responsabilité, solidarité... L'OMT et l'UNCTAD ne sont pas en reste, en présentant fort logiquement le fruit du mariage de leur collaboration conceptuelle : la démarche ST-EP *Sustainable Tourism-Eliminating Poverty*. Opérationnelle en 2003, cette démarche s'appuie sur trois piliers : un *pilier international* pour

consolider des financements, un *pilier recherches* pour identifier les principes et les applications et un *pilier communication* pour favoriser les bonnes pratiques chez les opérateurs, les consommateurs et les communautés.

Mais l'avenir du tourisme durable est celui de toutes les bonnes idées confrontées à la réalité. Il est donc dessiné en filigrane dans le tableau proposé ci-dessous qui met en vis à vis ce qui est durable et ce qui ne l'est pas. Un avis parmi d'autres, dans l'état actuel de notre maturation intellectuelle sur le sujet.

Distinction entre développement touristique non-durable et développement durable

D. Policarpo, 2001

DURABLE	NON DURABLE
Concepts généraux	
Développement lent	Développement rapide
Développement contrôlé	Développement incontrôlé
Echelle appropriée	Echelle disproportionnée
Long terme	Court terme
Qualitatif	Quantitatif
Contrôle local	Contrôle extérieur
Stratégies de développement	
Planifier et après développer	Développement sans planification
Diffusion des pressions et des bénéfices	Augmentation de la capacité
Développeurs locaux	Développeurs étrangers
Travailleurs locaux	Travail importé
Architecture locale ou traditionnelle	Architecture non locale
Comportements des touristes	
Préparation au voyage	Voyage peu préparé
Apprentissage de la langue locale	Ne cherche pas à apprendre la langue locale
Sensibilité et bon sens	Intensité et insensibilité
Calme	Lourd
Visites répétées	N'aime pas retourner

Source : John Swarbrooke, 2000, p. 15

• Les exigences sont fortes : l'idéal serait un tourisme durable humanisé par l'approche communautaire, incorporant les mécanismes du tourisme solidaire, poussé par le volontarisme du tourisme pour les pauvres, organisé sur les principes du tourisme équitable, dilué comme le tourisme intégré en milieu rural. *Utopie ?*

« EQUATIONS défend l'idée d'un monde où les richesses, les ressources et les bénéfices sont répartis beaucoup plus équitablement entre le Nord et le Sud. Notre vision du tourisme rentre dans ce cadre. Conscients qu'il n'y a pas de modèle unique transposable à toutes les situations, nous travaillons à un tourisme qui :

- apporte des bénéfices économiques directement à toutes les couches de la communauté hôte, particulièrement aux femmes et aux peuples indigènes ;
- fait l'objet d'un contrôle local démocratique de façon à ce que les communautés puissent prendre elles-mêmes les décisions relatives à l'introduction du tourisme et son contrôle ;
- est intégré aux autres activités de la communauté, afin qu'il soit adapté culturellement et qu'il tienne compte des inégalités entre les hôtes et les visiteurs ;
- enrichit à la fois l'hôte (économiquement, en terme de développement et de contrôle) et les visiteurs (culturellement, en terme de loisirs). » (D. Valayer, 2000).

A bien lire l'engagement éthique d'Equations (*Equitable Tourism Option*, association indienne fondée en 1983), ces exigences se transforment en objectifs. L'horizon n'est peut-être pas si bouché...



Il existe une confusion entre tourisme *durable* et tourisme *contributeur au développement durable*. La récurrence du flou et du mélange des genres est une constante.

S'il s'agit de durabilité de la croissance du tourisme conventionnel, aucun doute sur l'antagonisme des deux notions.

S'il s'agit d'une contribution du tourisme avancé, réformé ou responsable au développement, si possible durable, des territoires au Nord comme au Sud, la *convergence* - on n'ose parler à ce stade de *synergie* - se dessine.

Le tourisme durable introduit dans le champ conceptuel de la solidarité, de l'équité, de l'intégration et de l'éthique les notions de planification, de contrôle, de long terme, de partenariats institutionnels, de calendriers maîtrisés.

Mais au niveau où il se présente - général, politique, stratégique, organisationnel et institutionnel - il masque les conséquences de l'emploi des mots à tiroirs : le *développement*, la *pauvreté*, n'en sont pas des moindres !

Laissons aux médiateurs bi-culturels les mots d'une fin provisoire.

« [...] le *développement*, c'est une entreprise de disqualification des diagnostics populaires, c'est reconnaître que la population est incapable d'analyser sa situation. »

« Le débat sur la *pauvreté* se réduit à la dimension économique alors que la *pauvreté* est essentiellement une question sociale. En langue wolof par exemple, on dira "raflé", et un proverbe précise ce que veut dire exactement le concept de *pauvreté* : le pauvre n'est pas celui qui n'a pas d'habits, mais celui qui n'a personne. C'est un "orphelin social". »

Emmanuel N'DIONE (2000, www.solidarite.asso.fr)

Conclusion

« Le « tourisme éthique », par exemple, porté notamment par l'association *Tourism For Development* et des tours-opérateurs comme *Voyageurs du Monde*, permet de reverser un dollar par nuitée par touriste à une ONG locale pour financer des projets de développement. Pour les promoteurs du « tourisme solidaire, il s'agit d'une démarche hypocrite destinée à donner bonne conscience aux consommateurs occidentaux et à redorer l'image des opérateurs sans changer réellement la donne sur le terrain. Les dollars récoltés lors d'un voyage labellisé « éthique » dans un hôtel avec golf ne suffiront jamais à compenser la perte pour les villages alentours qui ont été déplacés faute d'eau entièrement captée pour arroser le parcours de golf ! Et si les projets de développement concernent justement ces communautés déplacées, alors, on marche sur la tête. » (P. Jacquot, juin 2003)

Les termes du débat sont posés : le tourisme responsable, *tourisme de niche* et *danseuse de l'élite branchée* ou *catalyseur d'une mutation des multinationales, des gouvernements et d'une demande sociale* ? *Réparation ou prévention* ? L'écotourisme, suspecté de dérives néocolonialistes et néocapitalistes du fait de son « industrialisation », *préfigure-t-il l'avenir du tourisme responsable lorsque les poids lourds du tourisme conventionnel chasseront sur les mêmes terres* ?

Il faut reconnaître que l'offre francophone en tourisme responsable montre des avancées et de réels efforts dont quelques familles, villages et micro-territoires bénéficient. C'est une contribution qui est loin d'être négligeable. Elle est même exemplaire.

Pour autant, des interrogations subsistent, qui sont autant de faiblesses supposées dans la perspective d'un engagement sur des horizons plus lointains et des échelles élargies :

- Où sont les *Etats*, la *puissance publique*, les *autorités administratives* ?
- Où sont les mécanismes d'*évaluation*, de *contrôle*, de *vérification*, de *validation* des meilleures pratiques ?
- Où est le *territoire pertinent*, viable, autonome, au-delà de l'école restaurée et équipée - à la grande satisfaction des villageois - grâce aux fonds de la solidarité ?
- Où est la *durabilité* oubliée du *global*, de la *démocratie*, de la *capacitation citoyenne*, du *transfert de compétences*, des *démarches collectives* et *partenariales* ?
- Où est la *vérité*, la *transparence*, la *responsabilité* ?

« *Les mots (durable et/ou équitable) ne sont-ils pas un déguisement ou un argument pour mieux vendre ? (jouer la transparence...impossible pour des revendeurs dans notre système capitaliste)* » : Muriel Humbert, candidate bénévole à une action humanitaire en Mauritanie, donne sa réponse (25 novembre 2002, site www.tourisme-durable.org).

Ces questions changent la nature du débat. Elles ne sont légitimes que si les notions mises en avant sont comprises, assumées, et que le développement durable n'est pas réduit à un *small is beautiful* matiné de NYMBY (*Not In My BackYard*, pas dans ma cour). Dans cette hypothèse là, elles sont inévitables. On verra à la fin et dans l'après-propos de cette étude que des pistes de progrès permettent, raisonnablement, de construire des réponses...*durables*.

Le tourisme responsable n'en est encore qu'à ses balbutiements et déjà, des critiques se font jour. Il est sans doute temps d'en examiner le contenu pour en pointer, éventuellement, des erreurs de jeunesse. Sans illusions excessives, tant les habitudes, les contraintes, les obstacles s'opposent aux principes, valeurs et autres sentiments élevés. L'objet du chapitre qui suit est, justement, un premier constat sur le côté obscur - subi, involontaire, caché ou assumé - d'un domaine encore plus complexe, sans aucun doute, que le tourisme conventionnel.

